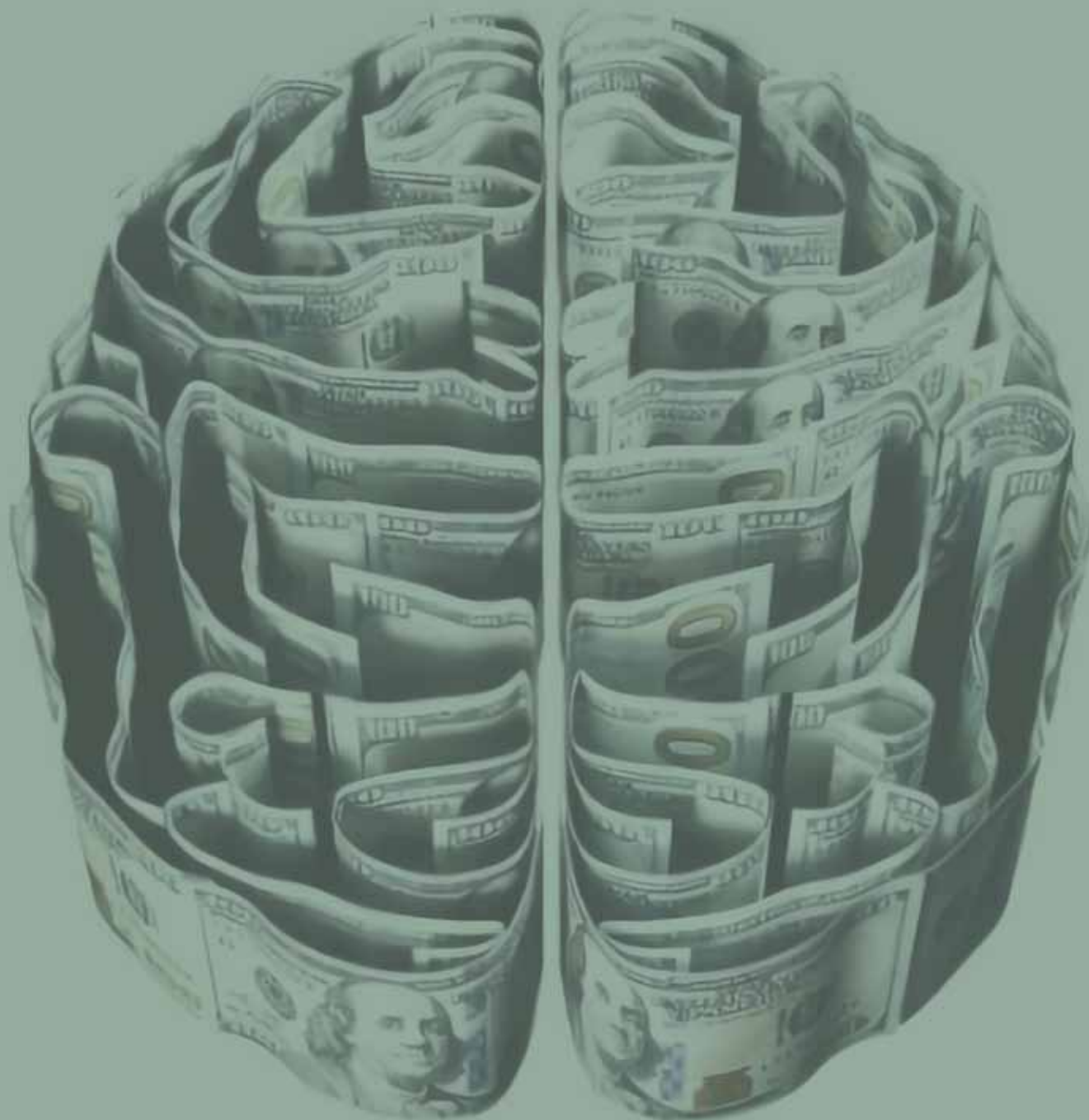


# *brennpunkt*

le magazine critique sur le développement

*drött  
Welt*



**Dossier : COP 26**  
**La crise climatique**  
**à l'heure du**  
**capitalisme vert**

La crise climatique et  
la science (qui n'est pas  
neutre)

5 raisons de soutenir  
l'initiative citoyenne  
européenne  
„Pas de Profit sur la  
Pandémie“

The United Nations  
Food Systems Summit:  
Jeopardising the future  
of our food systems  
and the role of the UN  
system?



# edito

**L**e « unprecedented and uncharted territory » dans lequel se trouve aujourd'hui notre système de vie, la Terre, est bien plus qu'un signal d'alarme. Le présent, le maintenant, c'est l'effondrement, tout comme la science l'avait prédit avec précision. La question est de savoir quelle sera l'ampleur de cet effondrement inéluctable.

À cet égard, la COP26 est cruciale. C'est un exemple des plus hautes instances du pouvoir gouvernemental et du pouvoir des entreprises, incapables de construire une solidarité mondiale, un terrain d'entente ou une préoccupation commune. La dynamique de la COP26 se répète au sein de nos collectifs, communautés, nations et régions capitalistes. Même les solutions scientifiques sont biaisées et insuffisantes. La vision du monde de l'« hydre capitaliste » se dévore elle-même et nous entraîne dans cette destruction.

Et c'est ainsi que nous devons nous interroger : La COP va-t-elle discuter sérieusement de ce qui doit être fait pour compenser ce qui n'a pas été fait... hier, l'année précédente, les décennies précédentes ? Après plus de 25 ans, la COP est-elle assez mûre pour inclure toutes les voix et remettre en question le capitalisme et les structures de pouvoir ? La COP restera-t-elle prisonnière des processus décisionnels habituels, non participatifs, non démocratiques et non représentatifs qui aboutissent à des accords non contraignants ? La COP se résumera-t-elle à des discours et à des séances de photos entachés de lacunes et de défauts ? Un malheureux feu d'artifice coloré, coûteux et polluant, qui disparaîtra comme il est apparu ?

Rappelons-nous ce qui est en jeu aujourd'hui : des températures record les unes après les autres. Les désastres environnementaux. Les récoltes qui s'assèchent, se noient, gèlent, bref, qui meurent. Les pénuries d'eau et de nourriture qui en découlent dans le monde entier. La hausse des prix de la nourriture, de l'énergie et de l'eau. L'extinction. La migration désespérée de la vie. Les conditions de vie difficiles. L'augmentation consécutive de la tension à travers les conflits politiques et sociaux.

Préparez-vous à davantage. À davantage de tout cela. De manière exponentielle. À l'échelle mondiale.

Six articles sont présentés dans le dossier. Le dossier a pour but de faire une critique des dynamiques actuelles dans les plus hautes sphères du capitalisme... vu l'état de la Terre. Le reste du magazine peut sembler porter sur d'autres sujets. Il n'en est rien. Il s'agit de l'extension de la même «hydre capitaliste» en ce qui concerne la nourriture, les semences, les vaccins, l'énergie, la migration, parmi d'autres. A y regarder de plus près, tous les articles parlent du même problème existentiel à des échelles et dans des contextes différents.

Il est peut-être temps de nous demander ce que nous devons faire si la COP échoue à nouveau. Nous devons nous élever au-dessus de la COP. S'élever dans l'unité... Tout simplement parce qu'il n'y a pas d'autre option pour la vie telle que nous la connaissons.

Raquel Luna

# *brennpunkt* *Sommaire*

## **Edité par**

Action Solidarité Tiers Monde  
136-138, rue Adolphe Fischer  
L-1521 Luxembourg  
Tél: 400 427-20  
Fax: 400 427-27  
RCS F603  
e-mail: bpn@astm.lu  
web: www.astm.lu

Photo Couverture: Morgan Housel,  
Unsplash

## **Comité de rédaction**

Antoniya Argirova, Raquel Luna  
et Julie Smit

## **Ont participé à ce numéro**

Frank Adams, Brenda Akankunda  
Ivan Pheill Enrile, Antónia Ganeto  
Eduardo Giesen A., Marine Lefebvre  
Anne Müller, Tonny Nowshin, Oxfam  
France, Michèle Perrin-Taillat, Cédric  
Reichel, Colin Robertson, Julie Smit,  
Daniel Tanuro, Wendel Trio

## **Traduction:**

Paca Rimbau, Carmen Albers

## **Layout**

Camille Lassignardie

## **Impression**

Imprimerie Heintz, Pétange

Vous pouvez soutenir le magazine en  
faisant un don sur le compte  
CCPLU 71 11110102 3550 0000 (BIC :  
CCPLULL) avec mention « Brennpunkt  
2021 » en n'oubliant pas votre nom et  
adresse complète. Renseignements:  
Chantale Mugisha  
Tél: 400 427-63  
e-mail: chantale.mugisha@astm.lu

Le Brennpunkt Drëtt Welt apparaît 4 fois  
par an. Tirage: 1000 exemplaires.

## **Reproduction/Nachdruck**

La reproduction des articles est  
autorisée à condition que la source  
soit mentionnée. Der Nachdruck ist frei  
unter der Bedingung, dass die Quelle  
angegeben wird.

Réalisé grâce à un appui financier de la  
Coopération luxembourgeoise.

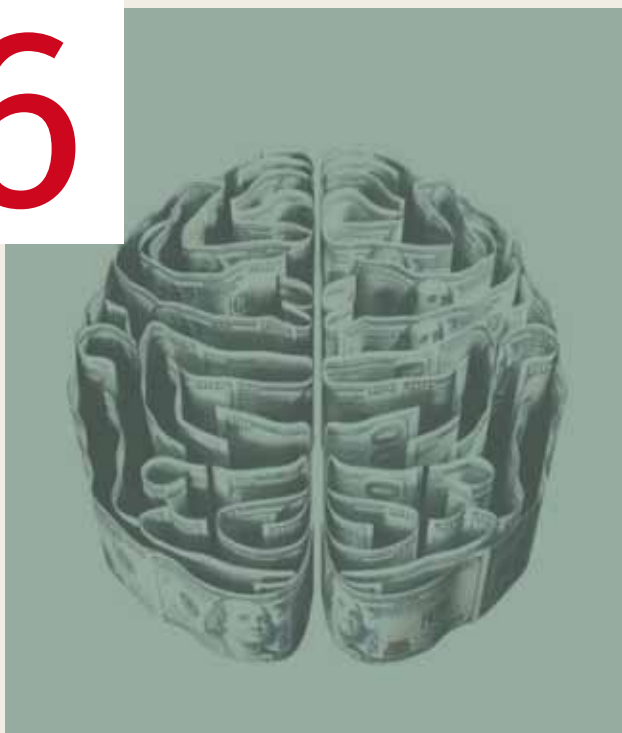
Les opinions représentées dans la  
présente publication n'engagent que  
leurs auteurs.

## **Dossier**

- 6** Des inondations qui n'appartiennent qu'au Bangladesh...
- 8** La crise climatique et la science (qui n'est pas neutre)
- 11** Face à la COP 26 et au capitalisme vert, l'espoir est dans les luttes de terrain
- 14** Bridging the Gap between North and South
- 17** Front uni
- 18** «Le traité sur la charte de l'énergie n'est pas une assurance mais une menace»
- ## **Perspectives**
- 21** 5 raisons de soutenir l'initiative citoyenne européenne  
Pas de Profit sur la Pandémie
- 24** Défenseurs des droits humains : Breakfast Sessions
- 27** Les cinq degrés du nexus sécuritaire / humanitaire
- 31** The United Nations Food Systems Summit: Jeopardising the future  
of our food systems and the role of the UN system?
- 34** Le droit aux semences, une avancée essentielle
- 38** Coin CITIM

**Dossier: COP 26**  
La crise climatique  
à l'heure du  
capitalisme vert

6



# Dossier CLIMAT ET CAPITALISME VERT

## Des inondations qui n'appartiennent qu'au Bangladesh...

Entre l'endroit où j'écris cet article et là où vous le lisez, il y a plus de 10 000 kilomètres de distance. D'après mon expérience de vie dans ces deux endroits je me demande souvent s'il y a quelque chose de commun entre eux. Je parle du Bangladesh et de l'Allemagne. J'ai grandi au Bangladesh. Je parle la langue comme ma langue maternelle, je connais les gens, leurs personnalités, ce qu'il faut dire où, comment s'habiller quand on rencontre la famille de son petit ami pour la première fois. Comment faire des blagues devant 20 personnes, comment négocier avec l'oncle du tireur de rickshaw ou comment poursuivre le voleur qui essaie de vous arracher le téléphone des mains dans un embouteillage.

Pour l'Allemagne... mon «Deutsch ist noch nicht gut», parfois les gens ne sont pas gentils avec moi dans la rue mais ce n'est pas parce qu'ils veulent mon téléphone. Parfois, je suis anxieuse rien qu'en faisant mes courses à cause de l'humeur de la caissière d'Aldi. Parfois, je suis fatiguée d'être déçue par des personnes très gentilles qui me disent avec enthousiasme «J'adore la cuisine indienne» après avoir appris que je suis originaire du Bangladesh.

Mais il y a une chose qui me relie à ces deux pays, et à leur destin, par un fil invisible : les inondations. Les inondations dont les gens pensent qu'elles n'appartiennent qu'au Bangladesh.

La récente inondation qui s'est produite au mois de juillet a fait plus de 200 morts et a dévasté des communautés séculaires. L'ampleur de l'inondation a laissé de nombreuses personnes surprises et incrédules. Des scientifiques ont expliqué dans des interviews à quel point l'ampleur de la pluie était improbable. Deux mois de pluie en seulement deux jours. Et au milieu de tout cela, une référence au Bangladesh revenait sans cesse dans les médias sociaux... «on s'attend à ces inondations au Bangladesh, mais pas en Allemagne !». Je n'étais pas sûre de ce que je ressentais face à cette référence.

*„Je pense que l'étendue de la crise climatique et la dynamique de la situation ne sont toujours pas claires pour la majorité des gens“*

Tonny Nowshin est une économiste qui milite pour la justice climatique et la décroissance. Tonny a grandi au Bangladesh où elle s'est mobilisée pour sauver la plus grande forêt de mangroves du monde, les Sundarbans. Elle travaille sur le financement des combustibles fossiles avec 350.org. Dans le cadre de son travail d'activiste, elle s'engage à mettre le concept de justice climatique au cœur du mouvement climatique en mettant en avant des perspectives et des réseaux antiracistes et décoloniaux.

Il est vrai que les inondations sont un phénomène saisonnier au Bangladesh. Il est également vrai qu'étant le plus grand delta du monde, ce sont les inondations qui ont façonné nos régions pendant des milliers d'années. La raison pour laquelle le sol de Bengla est si fertile est due aux inondations et, historiquement, les gens savaient comment vivre avec. Elles faisaient partie du cycle naturel des moussons et étaient un don de la nature. Jusqu'à ce que nous essayions de réguler nos rivières à l'aide de méthodes d'ingénierie eurocentriques très éloignées du terrain, la relation avec les inondations et les rivières était plus organique dans cette région. Ce qui est également vrai, c'est que l'impact du changement climatique se fait déjà sentir depuis plus de 15 ans. Les inondations ont empiré. Les cyclones se sont aggravés. Quiconque travaille dans le domaine de la réponse aux catastrophes et de l'adaptation au changement climatique sait que le Bangladesh dispose d'une infrastructure de préparation et d'adaptation aux catastrophes très performante. Les gens font preuve d'une étonnante résilience pour faire face aux impacts et trouver de nouvelles façons de reconstruire. Je suis toujours en admiration devant les habitants de la région côtière du Bangladesh et leur belle résilience. C'est pourquoi je me suis sentie mal à l'aise lorsque j'ai entendu parler des inondations au Bangladesh avec un sous-entendu de normalisation de la souffrance et comme si ces inondations

ne pouvaient se produire qu'en raison d'une ingénierie peu avancée.

Je pense que l'étendue de la crise climatique et la dynamique de la situation ne sont toujours pas claires pour la majorité des gens. Si c'était le cas, nous ne parlerions pas ainsi des inondations au Bangladesh. L'aggravation des inondations qui touchent des millions de Bangladais chaque année est due à l'Homme. L'inondation qui a touché des milliers de personnes en Allemagne a été provoquée par l'Homme. Plus précisément par des hommes de CETTE partie du monde où vous lisez. Les scientifiques connaissaient les impacts du changement climatique. Les scientifiques nous ont donné des solutions. La raison de la crise climatique - le niveau élevé d'émission de carbone - est 20 à 30 fois plus élevé dans les parties du monde qui n'ont pas connu d'impacts climatiques jusqu'à récemment. Les sociétés à forte intensité d'énergie et de carbone que nous avons construites dans les premières régions industrialisées du monde sont responsables de la crise climatique. Le problème est que la solution doit également venir de ces régions. Les industries des combustibles fossiles concentrent leur pouvoir dans ces régions du monde. Leurs efforts de lobbying et tout leur travail sont soutenus par les organes gouvernementaux du

Nord. Si nous voulons mettre un terme à la crise climatique, nous avons besoin de changements politiques majeurs et d'engagements forts de la part de pays comme l'Allemagne. C'est pourquoi l'existence du Bangladesh et des communautés de la vallée de l'Ahr est liée et connectée à la structure et aux politiques du gouvernement allemand.

J'ai lu que 30 milliards d'euros d'aide gouvernementale sont alloués aux personnes touchées par les inondations, pour la reconstruction de la vallée de l'Ahr. Je lis dans les journaux que les communautés sont toujours traumatisées. Comment les enfants ont peur de retourner dans la même maison où ils ont failli se noyer dans leur lit. Je lis comment les gens pleurent la perte de leurs villes centenaires. J'espère et je souhaite que cette douleur permette aux gens de voir la douleur et la lutte des communautés qui sont en train de sombrer en ce moment dans d'autres parties du monde. Des langues et des cultures qui vont être noyées à cause de l'élévation du niveau de la mer. Les souvenirs et le mode de vie de générations entières seront complètement altérés et détruits. J'espère que nous n'en serions jamais arrivés à ce point où les impacts climatiques dévastateurs atteignent même les endroits les plus improbables. Mais, maintenant que nous

y sommes, j'espère profondément que les gens saisissent cette opportunité de souffrance personnelle, de perte plus proche de leur communauté pour se rapprocher de ceux qui souffrent déjà depuis si longtemps. J'espère que les gens se rendent compte qu'il s'agit d'un seul et même combat. Après l'inondation, j'ai vu l'un des principaux politiciens allemands dire : «Ce genre d'inondations va se produire plus souvent, vous devez vous y habituer». J'espère que nous réalisons que personne ne peut nous dire de nous habituer à de telles pertes. Nous nous sommes déjà habitués à tant de souffrances autour de nous.

J'espère que ce n'est pas seulement lorsque les inondations frappent ici, au cœur de l'Europe, que vous pensez au Bangladesh. Je veux que vous pensiez au Bangladesh lorsque les gouvernements retardent l'élimination progressive du charbon, lorsque les grandes entreprises de charbon détruisent les villages et les forêts de votre pays, lorsque les compagnies aériennes reçoivent d'importantes subventions gouvernementales. L'existence du monde entier est liée à quelques fils invisibles et nous avons le pouvoir de changer cela.

Allons-y.



*Lors des récentes inondations au Bangladesh, les femmes, les enfants et les personnes les moins mobiles ont été les principales victimes. De nombreux femmes et enfants ont dû dormir à la belle étoile, mais ils ont ensuite trouvé un abri. Environ cinq millions de personnes ont été touchées par l'inondation. ONU Femmes*

# La crise climatique et la science (qui n'est pas neutre)



Eduardo Giesen A., Collectif VientoSur, Chili

L'histoire se répète encore une fois : le sixième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) - comme les précédents - démontre, avec des données plus nombreuses et de meilleure qualité, la responsabilité humaine dans le changement climatique, qui devient de plus en plus grave et irréversible. Mais - à part le climat - rien de substantiel ne change.

La science a fait un travail inestimable concernant le diagnostic de la crise et la prédiction de l'effondrement. Cependant, elle n'a pas été à la hauteur exigée par cette gravité, notamment pour identifier les causes structurelles et les responsabilités à l'origine de la crise climatique.

À ce stade, il est clairement insuffisant de s'arrêter aux études scientifiques qui confirment le caractère anthropique du changement climatique ou déterminent les responsabilités de secteurs génériques d'activité économique, de régions ou de pays du monde, sans oser indiquer quels acteurs politiques ou d'entreprise, quelles politiques publiques ou pratiques commerciales ont directement ou indirectement, isolément ou en combinaison, provoqué et aggravé la crise mondiale. Certes, cela nécessite un saut qualitatif dans l'interdisciplinarité, que la science a fait depuis longtemps dans de nombreux domaines et à différentes échelles territoriales de recherche, ainsi qu'un haut degré d'autonomie politique de la part des centres et des équipes de recherche.

Ne pas avoir mis l'accent scientifique sur cette identification des responsabilités a été la clé du fait que non seulement

on n'a pas fait face efficacement au changement climatique, mais qu'il s'est progressivement intensifié, jusqu'à atteindre les limites catastrophiques actuelles.

*„L'académie (...) semble assumer que le système économique dominant et ses hypothèses doctrinaires (rentabilité privée, croissance économique, libre marché, subsidiarité de l'État) font partie de la „ligne de base“ ou - pire - de la „nature incontestable“ de la planète.“*

Généralement l'académie a tendance à se distancer du discours anti-systémique et hautement politisé des mouvements de justice climatique («Changer le système, PAS le climat»), mais même lorsqu'elle fixe un horizon d'action de plusieurs décennies pour faire face à la crise climatique, elle semble assumer que le système économique dominant et ses hypothèses doctrinaires (rentabilité privée, croissance économique, libre marché, subsidiarité de l'État) font partie de la «ligne de base» ou - pire - de la «nature incontestable» de la planète. De cette façon, non seulement ces hypothèses ne sont pas considérées comme faisant partie du problème, mais elles sont également reconnues comme

des conditions pour les solutions à la crise elle-même, qui sont donc laissées entre les mains des mêmes acteurs principaux du système (pouvoirs économiques, multinationales, grandes fortunes, institutions financières internationales).

Personne ne peut prétendre - tant en raison de son infaisabilité que de son inutilité - que la science officielle effectue une analyse complète et aboutisse à une conclusion lapidaire sur la responsabilité et les impacts du système capitaliste, néolibéral et/ou extractiviste en ce qui concerne la crise climatique, mais il est inexcusable qu'elle omette d'étudier les aspects centraux de ce modèle. Par exemple :

- Quelle est l'analyse quantitative et qualitative faite par la science officielle concernant la responsabilité des traités et des politiques de libre-échange dans le changement climatique, tant en termes d'émissions que de vulnérabilité des territoires ?

- Pourquoi les engagements de réduction des émissions des pays sont-ils pris par rapport à la courbe des émissions associée à la croissance économique prévue ? Sur quelle hypothèse scientifique se base un tel critère ?

- Quelles sont les preuves scientifiques de l'efficacité des marchés du carbone dans l'atténuation du changement climatique, exprimée par la réduction des émissions et des concentrations mondiales de gaz à effet de serre, et de leur priorité par rapport à une approche réglementaire avec soutien de l'État ?

- Les mouvements pour la justice climatique ont souligné que les alternatives doivent se baser sur la souveraineté des peuples et des territoires. La science officielle a-t-elle étudié la différence - en termes d'impacts climatiques - entre les systèmes agroalimentaires basés sur l'agriculture paysanne et l'agroécologie et ceux basés sur l'agrobusiness orienté vers l'exportation et les monocultures à grande échelle ; ou entre les systèmes énergétiques basés sur les méga-usines d'énergie renouvelable et ceux



© Vladimir Morozov, akxmedia

basés sur les micro-réseaux à l'échelle communautaire ?

- Pourquoi la science n'étudie-t-elle pas et n'informe-t-elle pas des impacts des solutions possibles d'une manière globale et intégrée ? Par exemple, les plantations forestières - comme nous le savons bien au Chili - en plus de leur potentiel d'atténuation en tant que puits de carbone, ont de graves impacts environnementaux liés à la détérioration des sols (érosion, acidification), à la pollution et à la forte consommation d'eau - dans des zones frappées par la sécheresse - augmentant ainsi la vulnérabilité climatique ; des impacts culturels et politiques, car elles se sont étendues sur les territoires ancestraux du peuple Mapuche ; et des impacts sociaux, constituant des zones de forte concentration de pauvreté. Tous ces impacts, combinés à ceux d'autres maillons du cycle de production forestière (usines de cellulose et bioénergie), peuvent être trouvés séparément dans de diverses et multiples enquêtes scientifiques.

Au-delà des scientifiques payés dans les décennies passées par l'industrie pétrolière, le changement climatique est le grand phénomène mondial qui attire toutes les branches de la science et

Les points importants du United in Science 2021

Selon le rapport R6: The Physical Science Basis – IPCC, il est certain que l'atmosphère, l'océan et les terres se sont réchauffés sous l'influence humaine. Des changements rapides et généralisés se sont produits dans l'atmosphère, l'océan, la cryosphère et la biosphère. L'ampleur des changements récents et l'état actuel de nombreux aspects du système climatique sont sans précédent sur plusieurs siècles, voire plusieurs milliers d'années. La fréquence et l'intensité de nombreux phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes ont augmenté, dans toutes les régions du monde.

Selon l'OMS et l'OMM, les vagues de chaleur, les incendies de forêt et la pollution atmosphérique constituent des risques climatiques cumulés et en cascade pour la santé. La hausse des températures est liée à l'augmentation de la mortalité et à l'incapacité de travail liées à la chaleur.

Selon le PMRC (OMM/COI/ISC), le niveau moyen mondial de la mer a augmenté de 0,2 m en un siècle et le

rythme s'est accéléré au cours des 20 dernières années. Même avec un réchauffement mondial bien inférieur à 2°C, le niveau moyen mondial de la mer augmentera probablement de 0,3 à 0,6 m d'ici 2100. Si les émissions à effet de serre ne diminuent pas, le niveau moyen de la mer augmentera probablement de 0,6 à 1,0 m d'ici 2100. C'est un fait. L'adaptation sera inévitable.

Selon le rapport de l'OMM intitulé Global Annual to Decadal Climate Update, publié par le Met Office/OMM/PMRC, la température annuelle moyenne à la surface du globe sera probablement supérieure d'au moins 1°C par rapport aux niveaux préindustriels au cours de chacune des cinq prochaines années et se situera très probablement dans une fourchette de 0,9°C à 1,8°C.

Selon le PNUE, cinq ans après l'adoption de l'accord de Paris, l'écart entre les émissions est plus important que jamais. Les objectifs des nations en matière de réduction des émissions mondiales manquent de politiques contraignantes à court terme pour être crédibles et réalisables.

## 2021: Etat des lieux au Luxembourg et dans le monde

En raison du changement climatique, l'augmentation de la température au Luxembourg a été de + 1,6 C entre 1861-1890 et 1991-2020. Dans le même temps, l'augmentation de la température mondiale est de + 1,1°C.

Les 10 années les plus chaudes au Luxembourg se situent toutes dans de la période 2002-2020.

Depuis 1840, chacune des trois dernières décennies a été successivement plus chaude que la décennie précédente.

Le nombre de jours de fortes pluies, principalement en été et en hiver, a augmenté (+5 jours).

L'indice de sécheresse entre avril et novembre (sauf en juillet) a augmenté de manière significative.

Au niveau international, en 2021, nous avons assisté à des records de température après des records de température. Nous voyons de grands fleuves comme le Paraná, le Colorado et l'Euphrate s'assécher sur de grandes étendues. Des inondations majeures en Inde, aux Philippines, en Chine (Henan), en Amérique du Nord (l'ouragan Ida et les pluies à New York), en Europe occidentale (Allemagne, Belgique et Luxembourg) et en Australie. Vagues de chaleur et incendies majeurs entre autres en Russie, aux États-Unis, en Turquie, en Grèce, en Italie et au Liban.



© Mike Langridge

montre qu'il n'est pas et ne peut pas être neutre. Il répond toujours à des objectifs et à des intérêts, puissants ou faibles, publics ou privés, légitimes ou non. Et, de toute évidence, la science travaillant au sein du système des Nations unies - progressivement coopté par les intérêts des grandes sociétés multinationales - ne fait pas exception. Nous verrons comment l'histoire des COP (conférences des parties) sur le climat continue de se répéter à Glasgow en novembre prochain, avec des discours et des accords qui ne vont pas au-delà des déclarations de bonne volonté et se traduisent finalement par des politiques nationales et internationales qui renforcent le système et les pouvoirs qui ont généré la crise planétaire.

Aujourd'hui, l'espoir d'arrêter le changement climatique ou au moins de réduire son impact global, compte tenu de ses effets synergiques avec l'ensemble des maux sociaux et environnementaux générés par le modèle non durable d'extraction, de production, de consommation et d'accumulation matérielle et économique, réside principalement dans

les actions promues depuis les territoires par les mouvements sociaux et leurs articulations internationales, pour influencer les transformations réelles et profondes exigées par la survie et le rétablissement de la vie sur la planète.

Et pour cela, une science véritablement engagée dans la durabilité et la justice socio-environnementale est essentielle.

### Sources :

Première publication le 14.08.2021 à l'adresse <https://radio.uchile.cl/2021/08/14/la-crisis-climatica-y-la-ciencia-que-no-es-neutral/?fbclid=IwAR0Y604dVaaA387wUzBLKJh5BOP6mYYNdD2F7WK7nYgAreqmHMD8xDySkMg>.

# Face à la COP 26 et au capitalisme vert, l'espoir est dans les luttes de terrain



Daniel Tanuro

Les catastrophes climatiques qui se multiplient aux quatre coins du globe sont la conséquence d'un réchauffement de 1,1°C « à peine » par rapport à l'ère préindustrielle. De la lecture du rapport spécial 1,5°C du GIEC<sup>1</sup>, n'importe quel lecteur/trice raisonnable conclura que tout doit être mis en oeuvre pour que la Terre reste bien au-dessous de ce niveau de réchauffement. Au-delà, non seulement les risques augmentent qualitativement (notamment le risque de disparition sous la mer des principales villes de la civilisation et celui de vastes zones rendues inhabitables par la combinaison de chaleur et d'humidité), mais en plus la possibilité grandit de voir une cascade de rétroactions positives provoquer le basculement irréversible de la Terre dans un régime qu'aucun humain n'a jamais connu. Avec, à terme, un niveau des océans supérieur au niveau actuel de treize mètres, voire de plusieurs dizaines de mètres.<sup>2</sup>

Vu le temps perdu depuis le Sommet de la Terre (Rio, 1992) - et depuis Paris, il n'est pas certain que la limite du 1,5°C puisse encore être respectée. En revanche, il est certain qu'elle ne peut l'être sans rupture avec le productivisme de l'économie de marché qui creuse les inégalités sociales et détruit la nature. Comme l'a dit très justement Greta Thunberg, « La crise climatique et écologique ne peut tout simplement plus être résolue dans le cadre des systèmes politiques et économiques actuels. Ce n'est pas une opinion, simplement une question de mathématiques ».<sup>3</sup>

*„La catastrophe ne peut être stoppée que par un double mouvement qui réduit la production globale en la réorientant au service des besoins humains réels, démocratiquement déterminés.“*

## Le capitalisme vert est un oxymore

Les données chiffrées de l'équation ne laissent en effet aucun doute. Résumons-les: 1°) rester au-dessous de 1,5°C nécessite une diminution des émissions mondiales nettes de CO<sub>2</sub> de 59% d'ici 2030 et de 100% d'ici 2050<sup>4</sup>; 2°) 80% de ces émissions sont dues à la combustion des combustibles fossiles; 3°) ceux-ci couvraient encore en 2019 84,3% des besoins énergétiques de l'humanité; 4°) les infrastructures fossiles (mines, pipelines, raffineries, terminaux gaziers, centrales électriques, etc) - dont la construction ne faiblit pas, ou à peine! - sont des équipements lourds, dans lesquels le capital s'investit pour une quarantaine d'années. Dès lors, sachant que trois milliards d'êtres humains manquent de l'essentiel et que les 10% les plus riches de la population émettent plus de 50% du CO<sub>2</sub> global, la conclusion est imparable: changer de système

Cette contribution reprend sous une forme adaptée une partie de l'introduction à l'ouvrage « Lutttes écologiques et sociales dans le monde. Le rouge s'allie au vert », sous la direction de Daniel Tanuro et Michael Löwy, Textuel (à paraître fin octobre 2021).

énergétique pour rester sous 1,5°C tout en consacrant plus d'énergie à satisfaire les droits légitimes des démuni.e.s est rigoureusement incompatible avec la poursuite de l'accumulation capitaliste. La catastrophe ne peut être stoppée que par un double mouvement qui réduit la production globale en la réorientant au service des besoins humains réels, démocratiquement déterminés. Ce double mouvement passe forcément par la suppression des productions inutiles ou nuisibles et l'expropriation des monopoles de l'énergie, de la finance et de l'agrobusiness. L'alternative est dramatiquement simple: soit l'humanité liquidera le capitalisme, soit le capitalisme liquidera des millions d'innocent.e.s pour continuer sa course barbare sur une planète mutilée, et peut-être invivable.

## « Neutralité carbone », le miroir aux alouettes

Depuis que Trump a cédé la place à Biden, les principaux gouvernements de la planète affichent bruyamment leur intention de parvenir à « la neutralité carbone » en 2050. Pourtant, les émissions mondiales continuent d'augmenter (sauf lors de la crise de 2008 et de la pandémie de 2020) et les plans climat nationaux d'ici 2030 impliquent un réchauffement de 3,5°C avant la fin du siècle. La persistance du fossé entre les paroles et les actes s'explique assez simplement. Premièrement, les émissions de l'aviation et du transport maritime ne sont pas comptabilisées, alors qu'elles explosent du fait de la mondialisation des échanges. Deuxièmement, les pays riches n'honorent pas leur promesse d'octroyer 100 milliards de dollars par an aux pays « en développement »

pour les aider à sortir des fossiles, et les grands pollueurs se disputent sur la répartition des efforts. Troisièmement et surtout: tous les décideurs s'inscrivent - sans le dire - dans le scénario dit de « dépassement temporaire » du 1,5°C.

L'idée de ce scénario est de laisser le mercure filer au-dessus du 1,5°C de réchauffement en pariant que le dépassement pourra être limité grâce au déploiement massif du nucléaire (baptisé « technologie bas carbone » pour l'occasion) et compensé ensuite grâce à de soi-disant « technologies à émissions négatives » (TEN). Or, d'une part, la dangerosité du nucléaire n'est plus à démontrer. D'autre part, les TEN n'existent pour la plupart qu'au stade du prototype ou de la démonstration. Alors que le point de bascule de la calotte groenlandaise - qui contient assez de glace pour faire monter le niveau des océans de sept mètres - se situe probablement entre 1,5 et 2°C et que le 1,5°C sera franchi avant 2040 au rythme actuel des émissions<sup>5</sup>, on voudrait nous faire croire que la planète pourrait être refroidie plus tard, en retirant d'énormes quantités de CO<sub>2</sub> de l'atmosphère et en les stockant sous terre. Il est évident que ce scénario insensé a pour but essentiel de sauver la vache sacrée de la croissance capitaliste pour protéger les profits des multinationales du pétrole, du charbon, du gaz et de l'agro-business, ainsi que des banques qui financent leurs investissements destructeurs. A part la guerre mondiale nucléaire, aucune folie n'éclaire aussi crûment la menace existentielle que le capitalisme fait peser sur l'humanité.

Un récent rapport de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) balise le chemin pour la concrétisation de cette politique.<sup>6</sup> Selon l'AIE, pour atteindre le « zéro émissions nettes » en 2050 tout en relançant la croissance post-pandémie, il faudrait: deux fois plus de centrales nucléaires; accepter qu'un cinquième de l'énergie mondiale continue à venir de la combustion d'énergie fossile (émettant 7,6Gt CO<sub>2</sub>/an); capturer et stocker sous terre, chaque année, ces 7,6Gt de CO<sub>2</sub> dans des réservoirs géologiques (dont l'étanchéité n'est pas garantie); consacrer un tiers (410 Mo ha) de la surface agricole

en culture permanente aux monocultures industrielles de biomasse énergétique; utiliser cette biomasse à la place des fossiles dans les centrales électriques (en capturant là aussi le CO<sub>2</sub> émis pour le stocker sous terre); produire de l'hydrogène à partir du charbon (avec capture du CO<sub>2</sub>, toujours!) en espérant que l'électrolyse industrielle de l'eau prendra le relais plus tard; doubler le nombre de grands barrages; et... continuer à tout détruire - jusque sur la Lune - pour accaparer les « terres rares » indispensables aux éoliennes, panneaux photovoltaïques et autres « technologies vertes » à déployer massivement. Voilà le vrai visage de la « croissance verte » !

### **Politiques de marché, désastre assuré**

Avec des variantes<sup>7</sup>, telle est l'orientation délirante adoptée - en catimini, répétons-le! - par les gouvernements qui jurent la main sur le cœur que la « neutralité carbone » sauvera la planète... Le marché est censé coordonner la transition au « capitalisme vert » - par des taxes, des incitants et une généralisation du système des droits d'émission échangeables. L'Union Européenne est en première ligne avec son plan « Fit for 55 », visant à réduire ses émissions de 55% en 2030, par rapport à 1990 (promesse insuffisante: il faudrait 65%). Pionnière dans la mise en oeuvre des droits de polluer au niveau de ses grands secteurs industriels, l'Union les étendra aux domaines de la construction et de la mobilité. Il en résultera pour les consommateurs/trices des hausses de prix d'autant plus importantes que leur logement sera mal isolé ou que leur véhicule sera plus polluant. En clair: les revenus modestes seront pénalisés. Les économies du Sud seront pénalisées également - et leurs populations à travers elles - par le truchement de la « compensation carbone »<sup>8</sup> et de la taxe carbone aux frontières. Et tout ça pour un plan qui (sauf en trichant), n'atteindra même pas son objectif insuffisant, inaccessible par des mécanismes de marché.

« On ne résout pas un problème par les moyens qui ont causé le problème », disait Albert Einstein. Le marché étant le rouage essentiel du capitalisme, qui est la cause de la crise écosociale, on ne sortira pas de la crise écosociale par des mécanismes de marché. CQFD. Le marché n'est pas neutre. Si on laisse faire le marché, les « solutions » iront spontanément dans le sens du marché... c'est-à-dire en défaveur des classes populaires, des peuples dominés et de la nature, et en faveur des possédant.e.s.<sup>9</sup> Réduire les émissions de 55%, c'est mieux que rien, dira-t-on. Sans doute mais, contrairement à ce qu'affirment même certains spécialistes, « Fit for 55 » ne va pas « dans la bonne direction ». Climatiquement, ce plan ne nous met pas sur le chemin pour rester sous 1.5 degrés de réchauffement: en matière d'émissions, il y a un écart significatif entre le chemin vers 55% et le chemin vers 65% de réduction en 2030, et cet écart ne pourra pas être rattrapé par la suite, car le CO<sub>2</sub> s'accumule dans l'atmosphère. Socialement, il ne va pas dans la bonne direction non plus car il implique une accentuation des mécanismes coloniaux de domination, de la marchandisation de la nature et des politiques néolibérales sur le dos des classes populaires.

### **L'espoir est dans les luttes**

Il n'y a rien à attendre des gouvernements néolibéraux. Cela fait plus de trente ans qu'ils prétendent avoir compris la menace écologique, mais ils n'ont quasiment rien fait. Ou plutôt si, ils ont fait beaucoup: leur politique d'austérité, de privatisations, d'aide à la maximisation des profits des multinationales et de soutien à l'agro-business a ruiné la biodiversité et défiguré les écosystèmes tout en nous poussant au bord du gouffre climatique. Ils nous promettent le « zéro émissions nettes », mais leur objectif n'est pas de sauver la planète: il est d'endormir les populations en atténuant la catastrophe et d'offrir aux capitalistes les profits du marché des nouvelles technologies « propres » et de celui de la « capture-séquestration »...



© Andrew Parsons, No10 Downing Street

04/02/2020. Londres, Royaume-Uni. Le Premier ministre britannique Boris Johnson et Sir David Attenborough s'adressent à des écoliers au Musée des sciences pour le lancement de l'accueil par le Royaume-Uni de la 26e Conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP26).

Inutile de dire que cela implique aussi, pour « attirer les investisseurs », de continuer les politiques néolibérales-autoritaires de destruction des droits sociaux et démocratiques. Il est vain de plaider dans le but de convaincre ces gens-là de mener une autre politique: seuls des rapports de forces pourront les faire reculer.

Quelques jours avant les élections qui ont vu les Grünen atteindre le score historique de 14,8%, Greta Thunberg participait à une manifestation contre l'exploitation du lignite, en Allemagne. S'exprimant devant la dernière ferme habitée du village de Lützerat, éventré par l'expansion d'une mine géante, l'activiste suédoise a dit que les élections « ne résoudre la crise climatique ». « Peu importe leur résultat, il faudra continuer à mobiliser, à s'organiser et à descendre dans les rues ». « Le dévouement et l'engagement de tous ceux qui habitent ici et se battent pour la préservation de ces villages et contre la destruction du

climat et de l'environnement me donner de l'espoir », a-t-elle ajouté.<sup>10</sup> Son discours n'a certainement pas plu aux « realos » qui misent sur la gestion du capitalisme et le soutien au « Green deal » européen. Mais Greta Thunberg a mille fois raison: l'espoir réside dans les luttes contre les projets productivistes destructeurs de la nature et des gens. Naomi Klein, dans son livre sur la crise climatique, a proposé de désigner ces luttes par le terme général de Blockadia.<sup>11</sup> C'est dans le creuset de cette « Blockadia écologique », et dans sa convergence avec une « Blockadia sociale » tout aussi urgente, qu'émergera un nouveau projet écosocialiste d'alternative au rouleau compresseur du Capital.

#### Notes :

1 GIEC, rapport spécial 1,5°C, <https://www.ipcc.ch/sr15/>

2 Will STEFFEN et al., « Trajectories of the Earth System in the Anthropocene », PNAS, Aug. 2018

3 <https://twitter.com/gretathunberg/status/1274618877247455233?lang=en>

4 GIEC, rapport 1,5°C. Les « émissions nettes » sont obtenues en déduisant des émissions de CO<sub>2</sub> les augmentations des absorptions par les forêts et par les sols, pour peu qu'elles soient provoquées délibérément. 59% est un objectif global. En tenant compte des responsabilités différentes du Nord et du Sud, les pays développés devraient réduire leurs émissions de 65% au moins d'ici 2030, et atteindre le « zéro émissions nettes » bien avant 2050.

5 GIEC, rapport spécial 1,5°C

6 <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>

7 Avec ou sans recours aux absorptions de CO<sub>2</sub> par des plantations d'arbres, notamment: l'AIE propose de ne pas y recourir, l'UE compte planter trois milliards d'arbres d'ici 2030.

8 La compensation carbone consiste pour un pays ou une entreprise à remplacer ses réductions d'émissions par des investissements réduisant les émissions ou par des plantations d'arbres dans un autre pays, généralement au Sud.

9 En faveur par exemple du secteur de l'automobile, que l'UE veut booster en interdisant la vente de véhicules neufs à moteur thermique au-delà de 2035

10 La Libre Belgique, 25/9/2021

11 Naomi Klein, « This Changes Everything. Capitalism vs the Climate », A. Knopf, 2014.

# Bridging the Gap between North and South



*Interview with Ivan Phell Enrile, Climate Justice programme manager of IBON International and Wendel Trio, director of CAN Europe who share with us their perspectives regarding the actual situation of the Earth, the COP26, their work and the collaboration bridging the gap.*

**What is the state of the environment in your region in terms of environmental degradation (climate, soil, biodiversity, oceans, etc.) and what is the timeline in which you project to experience broader direct and indirect impacts of the environmental crisis (and the consequential social, political, and economic crises)?**

**CAN Europe:** I am afraid the picture is rather bleak as Europe is experiencing an environmental crisis with high levels of air, water and soil pollution. On top of that we are witnessing more and more devastating impacts of climate change, in the form of floods, heat waves, droughts, forest fires and reduced agricultural outputs. It should be clear that these impacts will only grow, and action to limit greenhouse gas and other polluting emissions is urgently needed.

**IBON Foundation:** Asia Pacific is one of the regions hardest hit by the effects of global warming, suffering the effects of increasing extreme weather events such as droughts, typhoons and rising seas, which pose an existential threat to the many communities living in low-lying areas. According to the UNDP, some 4300 people are killed annually in the region as a result of climate change. Also, the increasing unpredictability of weather poses a grave problem for those who depend on agriculture for their livelihoods.

We are also experiencing the indirect effects of climate change. For instance, increasing resource scarcity is leading to large-scale climate migration and intensifying competition for food and

water resources, for example in the Middle East, is leading to massive land grabbing. Furthermore, efforts by governments in the Global North to reduce their greenhouse gas emissions can have negative environmental and social impacts in the South when land and resources are taken in the South to produce so-called “eco-friendly” biofuels or extract lithium for e-vehicles. This is nothing but a replication of neocolonialist behavior.

Finally, climate related disasters are also sapping fiscal capacity in the region as funds needed for other needs are diverted for disaster response and protection measures.

Reacting to this situation, many groups and individuals in the South are mobilising to influence policymaking on climate change and resisting harmful economic activities that are driving climate change, such as large-scale extractive activities. However they regularly meet with fierce repression by state forces and the companies involved in these activities and many have been killed because of their work. Recently, governments have used the COVID-19 pandemic as a pretext to suppress the activities of climate activists.

**How does your organisation respond right now to the environmental crisis in light of the state of the environment (including covid19), the COP26 and the latest leaks of the IPCC report?**

**CAN Europe:** It is very clear that we are in a state of climate emergency and CAN Europe has been calling for Europe to

Ivan Phell Enrile is the Climate Justice programme manager of IBON International. Prior to their joining IBON International, they were the policy officer of Asia Pacific Research Network and campaign coordinator of People Over Profit. Their interests include trade and climate justice, and decolonisation. He is located in the global south.

Wendel Trio has been the Director of CAN Europe since September 2011. Wendel has over 30 years of experience working for NGOs, including working as political director for Oxfam in Belgium, as campaign director for Greenpeace Belgium and as Director of the Policy and Business Unit of Greenpeace International. He is located in the global north.

develop and implement a climate urgency plan that would tackle greenhouse gas emissions with a much greater sense of urgency than what we are currently seeing. Action should be taken today to reduce emissions with a view of phasing out the use of fossil fuels rapidly and reaching climate neutrality by 2040. This will need to be done in a holistic way, ensuring both action is taken to reduce pollution and to provide alternatives, which will be both technological and behavioural. And this will need to be done in a way that ensures that climate, environment and social objectives support and strengthen each other.

**IBON International:** Climate justice is one of the central pillars of IBON International's work. In our research and policy work we focus on supporting CSOs and people's movements that are fighting against those that are responsible for global warming, in particular the global corporations with their carbon-hungry projects and the governments that facilitate their activities. At the same time we are demanding that the so-called developed countries fully pay their climate debt through climate finance. We also critically monitor what form climate

finance takes, as all too often it fails to take account of the needs of the people and can even be harmful.

**What is the Brennpunkt for civil society and organisations in this COP26?**

**CAN Europe:** COP26 is an important political moment for the fight against climate change. In 2015 countries promised they would try to limit temperature rise to 1.5°C but it is clear they are failing to do so with temperature projected to rise to 2.5°C by the end of the century. All countries thus need to come well prepared to the Glasgow COP with new emission reduction targets that would bring us in line with the Paris Agreement. Furthermore, all rich countries should also come with additional pledges to financially support poor countries that face difficulties, not only to make the transition away from fossil fuels but also to prepare themselves for climate impacts (so-called adaptation) and to deal with the devastating impacts they are already being confronted with (so-called loss and damage).

**IBON International:** From a South point of view, we expect strong commitments from the “developed” countries that take account of the historical climate debt of

the industrialized countries. Developing countries should be given a certain level of allowance bearing in mind that so much of their share of emissions was appropriated by the North in the past.

Climate finance from the North needs to be increased to enable the countries of the South to make the transition. The North failed to provide the promised 100 billion US\$ by 2020, so now we must demand more than that.

It is also unacceptable that even the low level of climate finance that is mobilized is mainly allocated to mitigation and not for adaptation, which is the urgent need of the South. We are not the main ones responsible for the climate crisis, but we are the ones most affected.

Civil society also needs to demand that the reparations made by the North be in the form of grants and not loans. Oxfam recently pointed out that 80 % of public climate finance comes in the form of loans. This can be compared to your neighbor burning down your house and then gives you a loan to rebuild it!

**What is your evaluation of the COPs, from the first one you have followed to this one? What is the evolution of the**

**arguments? What is your take on the stand of politicians?**

**CAN Europe:** My first COP was in 2007, but before that I also participated in World Conference on Environment and Development in Rio De Janeiro in 1992 where the Climate Convention was signed. Since then we have made substantial progress is the recognition of the climate change crisis. While in the early years the debate focused on what rich countries should do in a further away future, the debate now recognises every country will need to act, while recognising the special responsibilities of historical emitters. And we have a recognition that a phase out of global emissions (called climate neutrality) will be necessary. On the other side, we remain with the same challenge that climate change is a global problem that can only be solved through international cooperation involving all countries. This has the risk that the least ambitious countries can set the pace unless other countries are willing to move forward alone.

Attention for climate change has been high for quite a while now but the pressure on decision-makers to finally deliver has grown, this hopefully will now also be translated in substantial additional action on the ground.

**What prevents societies in the global north (local, regional, national, international) from responding to the climate crisis? What prevents societies in the south? What are the differences and similarities in terms of challenges?**

**CAN Europe:** This likely can be explained by a combination of vested interests and the complexity of the climate crisis. It is very clear that in North and South those who would potentially lose from a phase out of fossil fuels and fossil fuel subsidies are fighting tooth and nail to keep the status quo as long as possible. In doing so they use all kinds of arguments and tactics including confusing decision-makers and the public at large. Climate change is a complex issue, and taking action in one place does not prevent impacts to happen in the same place. In fact, we witness that those most affected are usually those who are contributing



Ivan Phell Enrile, Climate Justice programme manager of IBON International

*„The reality of climate change is that the growth paradigm has to be overhauled, but the political will to do this is lacking. Northern leaders talk about committing to net zero emission targets. However, this simply means that their industries can maintain their current emission levels but conceal them through carbon offsets and by developing technologies that capture carbon emissions or by planting trees in the South.“ IBON international*

least to the problem. Furthermore, climate change is a long-term challenge and we need to take action now, which will only have an impact in the longer term. For many policy makers this means that the benefit of their decisions might only be visible well beyond their political life. These challenges lead to a situation where more attention is given to the potential (small) negative impact of climate action and hardly any attention is given to the (huge) negative impacts of inaction.

**IBON International:** The basic reason for the Global North's failure to respond adequately is economic, as it would inevitably result in their economies shrinking. The North defines development in terms of profit, which is dependent on high growth rates. The reality of climate change is that the growth paradigm has to be overhauled, but the political will to do this is lacking. Instead, Northern leaders talk about committing to net zero emission targets. However, this simply means that their industries can maintain their current emission levels but conceal them through carbon offsets and by developing technologies that capture carbon emissions or by planting trees in the South.

Governments in the South fail to address climate change by collaborating with the World Bank and other international financial institutions and facilitating foreign investments by transnational corporations whose carbon-fueled projects are responsible for large-scale environmental destruction and human rights violations while contributing massively to global warming.

**What are the biggest challenges for collaboration between civil societies and organisations from the global north with respect to the global south and viceversa?**

**CAN Europe:** I actually believe that organisations from the global north and the global south can work together perfectly as is the case in our network where we at CAN Europe have a close cooperation with several of our colleagues in other CAN affiliates. The biggest challenges to this cooperation are on the one hand a limit of the financial resources that are available for political advocacy work in southern organisations, and on the other hand that climate change is such a massive issue that work at the local/national level is so immense that little time is left for cooperation at the international level.

**IBON International:** I think it would be true to say that one of the main challenges is capacity. Navigating the technicalities of climate policy poses a major challenge, especially for smaller organisations, and discussions at the COPs tend to be above their heads. IBON helps to make the issues at stake more accessible to them so that they can make their voices heard, which is crucial. They must be empowered so that they can participate fully. On the positive side, working together with our partners in several regions of the world is very stimulating as our contexts are often similar. We are united in fighting against our corrupt governments and multinational companies that trample on our rights, destroy our environment and repress and even kill those who defend our rights and demanding climate justice.



Wendel Trio, Director of CAN Europe

## Front uni

  
ASTM

« L'heure est grave ; il faut agir ». La ritournelle se répète de COP en COP, mais la situation empire, d'année en année.

L'espoir d'un éveil des consciences post-pandémique a fait long feu.

Le Business As Usual, lui, est résilient : la déforestation reprend de plus belle, l'extraction fossile se renouvelle, la PAC consolide l'agriculture industrielle, les paradis fiscaux se réinventent et les délégations officielles se bousculent aux portes de Dubaï.

Nous vivons d'illusions : l'illusion de la dématérialisation, l'illusion de la finance verte, l'illusion spatiale, l'illusion technologique, l'illusion du « Doing well by doing good ». Ensemble, elles entretiennent l'illusion que nous pourrions résoudre l'équation impossible d'une croissance infinie dans un monde fini.

*„l'unité n'est pas une donnée acquise : elle se construit, dans la durée, avec la conviction de la primauté du collectif et la renonciation à certains intérêts particuliers.“*

En face, il y a les « maîtres du monde », ceux qui, entourés d'armées de communicants et de lobbyistes, accumulent les richesses ; leur quête de profits et de pouvoir est intarissable. Le changement climatique, qu'il niait jusqu'il y a peu, est devenu leur affaire. Ils en parlent avec la foi du nouveau converti mais leurs paroles sonnent faux.

Ils ont l'écoute complaisante voire complice des gouvernants, incapables de penser une alternative mais soucieux (parfois fébrilement) du soutien de la société civile, avec l'espoir de conserver celui des populations.

Puis, il y a nous. mouvements sociaux, ONG et syndicats, front hétérogène réuni autour de la lutte pour la justice sociale et écologique. Cette lutte est un rapport de force que nous avons tout intérêt à mener dans l'unité. Et l'unité n'est pas une donnée acquise : elle se construit, dans la durée, avec la conviction de la primauté du collectif et la renonciation à certains intérêts particuliers. Elle intègre les nouvelles formes de mobilisation comme partie constitutive de la dynamique. Elle chérit son indépendance, repoussant les sirènes du pouvoir.

Au Grand-Duché comme à l'échelle mondiale, la solidarité entre les acteurs sociaux est le ferment de la résistance.



© Callum Shaw, Unsplash

# „Le traité sur la charte de l'énergie n'est pas une assurance mais une menace“



Entretien avec **Brenda Akankunda, Chargée de programme, Investissement pour le développement durable**

## Qui est Seatini Uganda et pourquoi participez-vous à la campagne #NoECT ?

Le Southern and Eastern Africa Trade Information and Negotiations Institute (SEATINI) Uganda est une organisation non gouvernementale qui œuvre pour la promotion d'un commerce favorable au développement, de politiques fiscales et connexes pour un développement équitable et durable, ainsi que pour l'amélioration des moyens de subsistance en Ouganda et dans la région de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). Grâce à la sensibilisation, aux litiges d'intérêt public, au renforcement des capacités des parties prenantes et à un plaidoyer commun, nous encourageons le dialogue entre les parties prenantes et le gouvernement, et nous promovons des alternatives indigènes pour améliorer les moyens de subsistance et le développement durable. Seatini Uganda travaille depuis plus de 20 ans sur les politiques liées au commerce, notamment sur les questions de fiscalité et d'investissement, aux niveaux régional, national et mondial. Une partie de notre travail est liée au secteur de l'énergie et, en ce moment, nous travaillons dans le cadre de la campagne #NoECT pour faire en sorte que le TCE (traité sur la charte de l'énergie) ne soit pas étendu aux pays du Sud.

## Pouvez-vous nous donner un aperçu du secteur de l'électricité en Ouganda et de ses principaux défis ?

Notre taux d'accès à l'électricité n'est que de 16%. Il s'agit principalement d'énergie hydroélectrique. Mais ce qui est évident, c'est que, surtout au niveau infranational, la plupart des personnes qui ont peu

accès à l'électricité utilisent des énergies renouvelables comme l'énergie solaire. C'est donc essentiellement sur cette énergie que la plupart des Ougandais comptent. Mais il y a encore un fossé à combler en ce qui concerne l'accès à l'électricité en Ouganda. L'Ouganda produit beaucoup d'électricité que nous ne pouvons même pas consommer. Pourtant, elle est toujours payée. Il faut simplement la transformer, car l'électricité est là, mais la rendre accessible à l'ensemble de la population du pays est le principal défi que nous devons relever actuellement. C'est donc un domaine qui, s'il est bien exploité, serait bénéfique et durable.

Actuellement, l'un des défis que nous devons relever est celui de l'accès à l'énergie, en particulier à l'électricité. Cela signifie que le pays fera tout ce qu'il faut pour s'assurer qu'il augmente les investissements dans le secteur de l'énergie.

## L'Ouganda attend actuellement l'invitation à adhérer au Traité sur la Charte de l'Énergie. Quelle est votre position à ce sujet ?

Comme nous l'avons déjà mentionné, l'Ouganda cherche à attirer des investissements directs étrangers (IDE), notamment dans le secteur de l'énergie, et cela est également nécessaire. Mais pourquoi l'Ouganda serait-il intéressé par une adhésion au TCE ? Tout d'abord, le secrétariat du TCE a fait de nombreuses promesses, notamment celle d'attirer les investissements étrangers, en particulier dans le secteur de l'énergie, en adhérant au traité. Un pays comme l'Ouganda, dont les taux d'accès à l'électricité sont

Le traité sur la charte de l'énergie (TCE) est un accord international datant du milieu des années 1990 qui offre une protection aux investisseurs étrangers dans le domaine de l'énergie et qui favorise la libéralisation progressive du commerce international de l'énergie. Les droits des investisseurs s'appliquent à 53 pays, de l'Europe occidentale au Japon en passant par l'Asie centrale, ainsi qu'à l'UE et à la Communauté européenne de l'énergie atomique. Les dispositions du TCE offrent des protections importantes aux investisseurs dans le secteur de l'énergie et le pouvoir de poursuivre des États devant des tribunaux internationaux d'investissement pour des milliards de dollars, par exemple si un gouvernement décide d'arrêter la construction de nouveaux oléoducs ou gazoducs ou de sortir progressivement le charbon.

Le TCE est actuellement considéré comme l'un des principaux remparts de l'industrie des combustibles fossiles dans le monde, selon les experts, qui estiment que la réforme proposée par la Commission de modernisation continuera à protéger l'exploitation de ces matières. Le TCE est de plus en plus controversé, notamment en raison de son potentiel d'obstruction à la transition des combustibles fossiles néfastes pour le climat vers les énergies renouvelables, mais aussi en raison des efforts continus des secrétariats basés à Bruxelles pour étendre la portée géographique de l'accord à des pays d'Afrique et du Moyen-Orient, d'Asie et d'Amérique latine, devenant ainsi une sorte d'Organisation mondiale du commerce (OMC) de l'énergie.



Brenda Akankunda, Chargée de programme, Investissement pour le développement durable.

encore si bas, mourrait pour une telle opportunité.

Mais selon les recherches effectuées, par exemple, dans le rapport de la CNUCED<sup>1</sup> publié récemment pour 2020, il a été noté que cette année-là, la plupart des règlements des différends entre investisseurs et États (RDIE) découlant des accords internationaux d'investissement sont le résultat du TCE, ce qui pose la question de savoir ce que les pays africains risquent en adhérant à ce traité, notamment en ce qui concerne le risque de perdre ces RDIE et de devoir indemniser les autres investisseurs. Les frais juridiques de ces procédures peuvent également peser lourdement

*„les pays européens qui sont à l'avant-garde de ce traité veulent protéger leurs investisseurs, car l'une des principales clauses est de donner la priorité aux droits des investisseurs.“*

sur les budgets publics. Ils s'élèvent en moyenne à 4,9 millions de dollars pour les États poursuivis, mais peuvent aussi être beaucoup plus élevés.

**Je pense qu'il est particulièrement important de comprendre qu'à ce jour aucun pays africain n'est membre du TCE, mais des négociations sont en cours depuis plusieurs années déjà et certains pays sont très proches de l'adhésion. Pouvez-vous nous donner plus de détails sur ce processus d'élargissement aux pays africains ?**

Tout d'abord, si vous regardez l'esprit dans lequel le traité sur la charte de l'énergie a été créé, les pays européens qui sont à l'avant-garde de ce traité veulent protéger leurs investisseurs, car l'une des principales clauses est de donner la priorité aux droits des investisseurs.

Ces pays ne veulent probablement pas que des investisseurs de leurs pays viennent dans des pays d'Afrique comme l'Ouganda, qui est d'ailleurs l'un des plus riches en matière de ressources énergétiques, sans avoir une loi en place qui protège ces investissements. Idéalement, cela ne devrait pas être

une mauvaise idée, mais lorsque vous examinez cette loi par rapport aux autres accords d'investissement, vous vous rendez compte qu'elle présente de nombreuses menaces pour les États membres et qu'elle est, par conséquent, actuellement considérée comme l'accord international d'investissement le plus dangereux.

C'est pourquoi nous disons aujourd'hui que ce traité n'est pas bon pour les pays africains, car si l'on regarde notre niveau de développement, on se rend compte que la plupart des pays sont encore considérés comme des pays à faible développement. Faire partie de ce traité serait donc un grand risque, mais ce n'est pas le seul défi.

Je voudrais faire ici le point sur la situation, en particulier pour les pays de la CAE. Il y a bien évidemment certaines étapes à franchir avant de pouvoir ratifier le traité sur l'énergie dans son pays. La première est de signer la déclaration politique de la Charte internationale de l'énergie,<sup>2</sup> ce qui a été fait par tous les pays d'Afrique de l'Est. La prochaine étape consiste à écrire au secrétariat en exprimant son intérêt pour l'adhésion. C'est ce que l'Ouganda a fait en décembre 2019. Mais le processus a été mis à l'arrêt. C'est donc la raison pour laquelle l'Ouganda n'a pas officiellement reçu en retour une lettre d'acceptation, contrairement à d'autres États partenaires de la CAE comme le Burundi. Le Burundi a atteint la dernière étape, à savoir la ratification nationale, qui serait très dangereuse en raison de certaines clauses. Si un État comme le Burundi décide de ratifier, cela signifie qu'il est lié par le traité pour 20 ans, de sorte que même s'il décidait de s'en retirer, il serait toujours lié par le traité pour les 20 prochaines années, ce qui représente une très grande menace. Et je vais vous donner un exemple : En juillet de cette année, le gouvernement burundais a suspendu tous ses contrats miniers. Si le TCE avait déjà été en place à ce moment-là, le gouvernement burundais aurait couru le risque d'être poursuivi par ces investisseurs en vertu de ce TCE, en particulier par les sociétés minières qui sont actives dans le secteur de l'énergie.

Comment un gouvernement peut-il renoncer à l'extraction de combustibles fossiles selon ses conditions, en tant qu'État souverain ? Parce qu'une fois qu'un État signe l'acte, il est dans l'obligation de se conformer aux intérêts des investisseurs. L'État n'aurait donc plus la liberté de mettre en place des politiques dans l'intérêt public. Voilà donc quelques-uns des défis à relever.

**Je dois maintenant vous demander, bien sûr, quelles sont les autres options dont disposent des pays comme l'Ouganda pour poursuivre le développement de leur secteur énergétique, autres que l'adhésion au TCE. Quelles sont les alternatives ?**

Quelles sont les alternatives autres que l'adhésion au TCE ? Tout d'abord, le TCE est un accord international d'investissement et il n'est pas le seul. Il existe plus d'un millier d'accords internationaux d'investissement selon la CNUCED.

L'exemple du Pakistan, qui attend depuis 2006 d'adhérer au TCE, montre que les investissements directs étrangers (IDE) peuvent toujours être réalisés, même sans le TCE. Dans l'idéal, cela signifie donc que le traité n'est pas une condition pour attirer des investissements étrangers. L'idée est donc que nous pouvons toujours avoir des IDE, mais sans nécessairement compter sur le TCE.

Nous avons examiné la possibilité d'explorer d'autres accords d'investissement, comme les traités bilatéraux d'investissement (TBI). Nous avons également des accords multilatéraux d'investissement, par exemple, au niveau régional. Nous venons de mettre en place la Zone de

*„Nous pensons qu'il est préférable de mettre en place de meilleures réformes de la politique d'investissement plutôt que d'adhérer au TCE.“*

libre-échange continentale africaine (ZLECA) et c'est l'une des zones qui ouvre le commerce et le marché à tous les investisseurs. Nous pensons donc que nous pouvons compter sur eux plutôt que d'espérer que le TCE sera la principale source d'IDE, ce qui n'est finalement pas vrai.

Nous pensons qu'il est préférable de mettre en place de meilleures réformes de la politique d'investissement plutôt que d'adhérer au TCE. Nous entendons par cela l'examen des politiques d'investissement que nous avons ou la mise en place de mécanismes qui attireront les investisseurs sans qu'ils viennent à cause du TCE. Par exemple, en Ouganda, nous proposons généralement des exonérations fiscales aux investisseurs étrangers.

L'ECT n'est pas une sorte d'assurance, mais au contraire, une menace. C'est donc quelque chose que nous ne devrions pas viser.

Et enfin, la question des RDIE. Globalement, les RDIE sont devenus un très grand défi dans tous ces accords commerciaux. Cependant, le rapport le plus récent publié en août par la CNUCED montre que la plupart des RDIE depuis 2020 résultent du TCE.

Il convient donc de se demander combien de pays font actuellement partie du TCE et quelle serait la menace si d'autres pays venaient à le rejoindre. Cela conduira probablement à un plus grand nombre de plaintes RDIE, qui pourraient affecter directement l'économie et le développement du pays. Tout bien considéré, nous pensons donc que notre pays ne devrait pas adhérer à ce traité.

**Depuis l'année dernière, un groupe de modernisation travaille sur une réforme du traité. Jusqu'à ce que ce processus soit terminé, le processus d'élargissement est officiellement mis en attente.<sup>3</sup> Quelle est votre opinion à ce sujet ?**

Nous avons récemment rédigé un rapport avec CEO (Corporate Europe Observatory) et Tni (The Transnational Institute) intitulé

« The silent expansion of the ECT ».<sup>4</sup> Si l'on regarde ce qui est écrit sur le papier, on constate que le TCE est en cours de modernisation et que, par conséquent, les pays n'y adhèrent pas actuellement. Mais la vérité est que le secrétariat du TCE profite de cette occasion pour soutenir les adhésions de ces pays (le Burundi, l'Eswatini et la Mauritanie sont en phase de ratification, l'Ouganda attend l'invitation officielle à adhérer au TCE, le Niger, le Tchad, la Gambie, le Nigéria et le Sénégal font partie des pays qui préparent des rapports d'adhésion), ainsi que des activités de sensibilisation supplémentaires à l'intention des pays d'Afrique occidentale et d'Asie orientale. Ils ont même un budget annuel pour cela.<sup>5</sup> On peut donc se poser la question : Si le processus est définitivement à l'arrêt, alors pourquoi constatons-nous que les démarches se poursuivent ? Il n'est donc pas vrai que le processus d'expansion a été arrêté. Il est toujours en cours, c'est pourquoi nous devons continuer à élever la voix et à former une plus grande coalition pour nous opposer au TCE, car il s'agit d'une très grande menace pour nos pays.<sup>6</sup>

### Notes

1 <https://unctad.org/publications>

2 <https://www.energycharter.org/process/international-energy-charter-2015/overview/>

# 5 raisons de soutenir l'initiative citoyenne européenne Pas de Profit sur la Pandémie



Oxfam France

Je signe l'initiative ici : [www.noprofitonpandemic.eu](http://www.noprofitonpandemic.eu)

Il y a un an, l'Union européenne se dirigeait vers une deuxième période de confinement strict pour protéger sa population du coronavirus. Aujourd'hui, il y a de l'espoir : Plusieurs vaccins efficaces contre la COVID-19 sont arrivés. Mais pas pour tout le monde.

En septembre 2021, les nations les plus riches, qui ne représentent que 13 % de la population mondiale, avaient administré 90 % de toutes les doses de vaccin disponibles. Seuls 2,3 % des habitants des pays à faible revenu avaient reçu au moins une dose.

L'ampleur de l'inégalité d'accès aux vaccins contraste fortement avec la réussite scientifique du développement du vaccin et sera probablement considérée comme le plus grand échec de la réponse à la pandémie de Covid-19. Tel est le message clair du secrétaire général des Nations unies, António Guterres, qui

s'est adressé à l'Assemblée générale des Nations unies cette semaine : « Nous avons réussi l'épreuve scientifique, mais nous avons obtenu une note insuffisante en éthique ».

Garantir un accès juste et équitable à des vaccins et des traitements sûrs est l'un des plus grands défis d'aujourd'hui.

C'est pourquoi 375 organisations européennes soutiennent l'initiative citoyenne européenne Pas de Profit sur la Pandémie. Ensemble, elles ont l'ambition d'encourager un million de citoyens européens à signer une proposition législative adressée à la Commission européenne.

L'Union européenne a commandé suffisamment de doses pour vacciner deux fois sa population. S'il est normal qu'un pays cherche à protéger ses populations, ceci ne doit pas se faire au

détriment du reste de l'humanité. Pour sortir d'une crise qui touche l'ensemble de la planète, la coopération doit donc l'emporter sur la compétition.

Nous sommes engagés dans ce combat et chacun.e d'entre nous peut se mobiliser en soutenant la grande initiative citoyenne européenne lancée en novembre 2020 pour que notre santé passe avant les profits des laboratoires.

**L'initiative citoyenne européenne : Pas de profit sur la pandémie**

## Qu'est-ce qu'une initiative citoyenne européenne ?

Les citoyens et citoyennes de l'Union européenne ont le droit de s'adresser directement à la Commission européenne via une initiative citoyenne européenne (ICE) afin de proposer une modification législative concrète. Pour qu'une initiative soit prise en considération par la Commission, l'initiative doit récolter les signatures d'un million de citoyens dans au moins un quart des Etats membres de l'UE. En d'autres mots : un outil démocratique puissant.

## Pourquoi une initiative citoyenne européenne sur les vaccins ?

Avant même que les campagnes de vaccination aient débuté en Europe, la question du manque de transparence autour des contrats passés par la Commission européenne avec les laboratoires posait déjà problème. Malgré l'énorme contribution financière à la recherche et au développement de vaccins Covid-19 sûrs et efficaces, il y a très peu de contrôles et de conditions demandés en échange de tous ces milliards des contribuables. Il était, par ailleurs, évident que les nations les plus riches monopolisaient les futures doses au détriment du reste de la population mondiale.



Le 30 novembre dernier, une ICE<sup>1</sup> a ainsi été lancée par diverses organisations du continent : ONG, syndicats, associations de soignant.es, partis politiques, mouvements étudiants. Ensemble, ils espèrent mobiliser un million de citoyens européens pour obtenir une réponse de la Commission concernant un accès équitable au vaccin.

## Cinq raisons de soutenir l'initiative citoyenne européenne

### No. 1 : Protéger tout le monde à égalité



En mai 2021, le directeur de l'Organisation mondiale de la santé avait qualifié l'inégalité d'accès aux vaccins Covid-19 de situation d'« apartheid vaccinal ». Nous sommes dans un système à double vitesse qui laisse des millions de personnes sans accès aux vaccins. En septembre 2021, les nations les plus riches, qui ne représentent que 13 % de la population mondiale, avaient administré 90 % de toutes les doses de vaccin disponibles.

Si l'on continue sur cette dynamique, les pays les plus pauvres ne pourront tout simplement pas vacciner leurs populations avant 2023. Au rythme actuel, certains pays pourraient même avoir besoin de 57 années supplémentaires pour atteindre un taux de vaccination de 75 % !

Donner l'accès aux vaccins à tous ceux qui en ont besoin n'est pas seulement une question de justice et d'égalité, mais c'est aussi une question de bon sens face à une épidémie qui est planétaire. Dans un monde de plus en plus interconnecté sur le plan économique, politique et social, laisser les transmissions et les décès se poursuivre exacerbe l'impact de la pandémie mondiale pour tous. Nous ne mettrons fin à la crise que lorsque la propagation du virus sera contrôlée dans le monde entier.

### No. 2 : Garantir la transparence et restaurer la confiance



Baucoup de méfiance s'est exprimée ces derniers mois autour de vaccins qui représentent pourtant un des meilleurs espoirs pour sortir de la pandémie. La rapidité sans précédente dans leur développement et ce souvent sur la base de nouvelles technologies innovantes a pu provoquer des questionnements légitimes d'une partie de la population. Il faut répondre à leurs doutes avec la plus grande des transparences.

Or, la Commission européenne qui a reçu le mandat de la part des Etats membres de l'UE de négocier avec les entreprises pharmaceutiques l'achat de doses de vaccin se cache derrière une opacité dangereuse. Nous exigeons la transparence sur les contrats signés avec les laboratoires, sur la détermination des prix de vente, sur le montant des fonds publics utilisés pour le développement de ces vaccins, sur les conditions négociées dans les contrats et sur les résultats de la recherche et des essais

cliniques. Condition sine qua non pour restaurer la confiance avec les citoyens et les citoyennes.

### N° 3 : Exiger un contrôle public de l'utilisation des fonds publics



Depuis le début de la crise sanitaire, les Etats à travers le monde ont mobilisé près de 10 milliards de dollars d'argent public pour financer la recherche et le développement des vaccins et autres traitements contre la COVID-19. Sanofi, la grande entreprise pharmaceutique française, a ainsi reçu 200 millions d'euros de l'Etat français et 2,1 milliards des Etats-Unis pour la mise au point d'un tel vaccin.

Mais il y a très peu de contrôle et de conditions demandées en échange de tous ces milliards. Les laboratoires restent libres de fixer leur prix sur la vente des doses de vaccin qui vont de 3 dollars à plus de 30 dollars la dose. L'entreprise américaine Pfizer, dont le vaccin mis au point avec l'Allemand BioNTech fut l'un des premiers à être administré, pourrait ainsi faire une marge bénéficiaire de 20 à 30% ! La pandémie a fait de son PDG, Albert Bourla, un milliardaire. Alors que des millions de personnes meurent du COVID-19 et que jusqu'à 500 millions d'individus dans le monde pourraient sombrer dans la pauvreté en raison des conséquences économiques de la pandémie, de tels profits seraient indécents.

#### No. 4 : Privilégier la coopération sur la compétition



Face à un défi commun, seule une réponse commune basée sur la coopération la plus large pourra nous permettre de surmonter cette crise. Beaucoup d'entre nous y contribuent en faisant des sacrifices au quotidien. Mais le statu quo de la concurrence entre les grandes entreprises pharmaceutiques n'a pas encore fait de sacrifice similaire. Cette concurrence est permise par le système des brevets et des droits de propriété intellectuelle qui garantissent aux laboratoires qui mettent au point traitements ou vaccins le monopole sur leur production, leur commercialisation et la fixation de leur prix. Ainsi aujourd'hui, malgré les besoins énormes en termes de production de doses de vaccin, seul Pfizer a le droit de produire son vaccin aux seules fins de garantir ses bénéfices.

C'est ce même système qui pendant des années a empêché des millions de personnes séropositives ou atteintes du SIDA d'avoir accès aux traitements pouvant sauver leurs vies. Ce système de concurrence doit être remis en cause pour permettre à tous les pays qui disposent des capacités de pouvoir produire ces vaccins. Et ce d'autant plus que leur mise au point a été en grande partie possible grâce à l'argent public. De telles démarches ont été entamées par l'Inde et l'Afrique du Sud au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour suspendre les accords sur la propriété intellectuelle. Mais les pays riches, Union européenne en tête, s'y

opposent depuis des mois. Depuis l'été dernier l'OMS a également mis au point la plateforme C-TAP pour permettre la mutualisation des droits de propriété intellectuelle. Mais aucun laboratoire n'a pour le moment volontairement accepté d'y participer. La mutualisation des droits de propriété intellectuelle permettrait pourtant d'augmenter considérablement les capacités de production et donc d'accélérer potentiellement les campagnes de vaccination dans le reste du monde. Comme le soulignait la revue Nature en mars : « L'argument le plus fort en faveur d'une levée temporaire des brevets est sans doute qu'ils n'ont jamais été conçus pour être utilisés lors d'urgences mondiales telles que des guerres ou des pandémies. »

Les bénéfices des laboratoires valent-ils réellement plus que nos vies et notre santé ?

#### No. 5 : La charité ne suffit pas

Les dons actuels ne permettront pas de fournir le nombre de vaccins nécessaires et ne feront qu'accentuer un déséquilibre de pouvoir entre pays riches et pays pauvres, fondé sur le paternalisme et la dépendance, les bases du colonialisme. Compter sur les dons pour atteindre l'équité mondiale en matière de vaccins est une situation absurde, quand on sait que l'Inde produit 65% de tous les vaccins dans le monde, mais n'obtient pas l'autorisation de fabriquer les vaccins Covid-19 en raison des brevets.

Les pays du Sud ont eu dès le départ un accès inégal aux vaccins. Ceux qui voulaient acheter des vaccins étaient concurrencés par les grandes puissances du Nord. Covax a été créée dans le but de vacciner cette année le personnel de santé et les groupes vulnérables des pays à faible revenu, mais les dons des nations participantes (qui ont peut-être elles-mêmes reçu des vaccins de Covax) ont été nettement inférieurs à leurs promesses.

À peine 15 % des plus d'un milliard de doses promises par les pays à revenu élevé sont arrivés en Afrique. Il manque un demi-milliard de vaccins pour atteindre l'objectif déjà modeste de

Covax. Pire encore, l'UE importe plus de vaccins d'Afrique qu'elle n'en donne en termes nets. Des recherches menées par le New York Times révèlent que Johnson&Johnson a fait pression sur le gouvernement sud-africain pour qu'il exporte des vaccins vers l'UE, alors que ce pays était l'un des plus touchés par la pandémie.

#### Nous avons le pouvoir

En tant que citoyens européens, nous avons le pouvoir de changer cette situation. C'est grâce à la pression publique que la Commission européenne a commencé à publier certains de ses contrats avec les laboratoires. Et pendant la crise du VIH, une mobilisation publique massive a contraint les laboratoires à renoncer à leur monopole.

Lorsque nous atteindrons un million de signatures, la Commission européenne sera légalement tenue de répondre à nos demandes de transparence, de responsabilité et d'égalité d'accès à ces vaccins. Ensemble, nous pouvons faire en sorte que tout le monde, partout, soit en sécurité. Car personne n'est en sécurité tant que nous ne le sommes pas tous.

**Signez l'initiative citoyenne européenne dès aujourd'hui en vous rendant sur le site [www.noprofitonpandemic.eu](http://www.noprofitonpandemic.eu)**

**Partagez-la avec le plus grand nombre de vos contacts.**

#### Notes / Source :

1 <https://www.oxfamfrance.org/communiqués-de-presse/une-petition-europeenne-veut-contraindre-l-union-europeenne-a-plus-de-transparence-sur-les-futurs-vaccins-et-traitements-contre-la-covid-19/>

<https://www.oxfamfrance.org/financement-du-developpement/5-raisons-de-soutenir-linitiative-citoyenne-europeenne-sur-les-vaccins/>

# Défenseurs des droits humains : Breakfast Sessions



Julie Smit, membre du groupe Defenders

Les ONG partenaires du Sud subissent diverses formes de répression, notamment des menaces, la criminalisation, des arrestations illégales, des attaques physiques et même des assassinats liés à leur travail en faveur des droits humains. Ces attaques ont rapidement augmenté ces dernières années, alors que les organisations de la société civile intensifient leur résistance aux activités des multinationales et des gouvernements qui menacent les droits des communautés dans le monde entier.

C'est pourquoi un groupe d'ONG luxembourgeoises s'est réuni pour partager des expériences, sensibiliser à la situation des défenseurs des droits humains (DDH) et chercher des moyens d'accroître le soutien qui leur est apporté.<sup>1</sup>

Afin d'en savoir plus sur le travail et les défis des défenseurs des droits humains, le groupe a organisé au début de cette année une série de quatre entretiens matinaux avec deux défenseurs des droits humains d'organisations partenaires d'ONG luxembourgeoises et avec deux organisations européennes qui se concentrent sur le soutien aux défenseurs.

La série de **Breakfast Sessions** a débuté par un entretien avec **Moussa Tchangari**, directeur d'**Alternative Espaces Citoyens au Niger**. Il avait été arrêté en 2018, accusé de participer à une manifestation pacifique à laquelle il n'avait en fait jamais participé, puis à nouveau en mars 2020. Il a été libéré en avril 2020 mais les organisations de défense des droits humains ont déploré qu'un homme innocent ait été arrêté de cette manière.

Ayant vécu en tant que jeune journaliste la répression du mouvement étudiant par les militaires dans les années 70 au Niger,

il a créé une coopérative pour soutenir le travail médiatique et culturel. Un journal et une radio alternatifs, légèrement politiques, ont ainsi été lancés dans la langue locale et distribués par des centres d'alphabétisation gérés par un programme du gouvernement allemand. Les gens pouvaient se rencontrer dans ces centres et discuter de questions les concernant. En 2001, Moussa Tchangari a créé **Alternative Espaces Citoyens** afin de contribuer à la construction d'une société plus démocratique.

Dès le début, l'approche de Tchangari consistait à créer des opportunités pour s'exprimer plutôt que d'imposer des solutions toutes faites et à encourager les gens à prendre leur situation en main. Il était donc déconcertant pour lui que les gens le considèrent souvent, lui et d'autres activistes, comme les leaders de la société civile, alors que pour lui, tout le monde devrait se considérer comme un leader. Cela a donné lieu à une discussion sur la nécessité d'avoir certaines figures exceptionnelles qui incarnent la lutte et motivent les autres, comme Mandela en Afrique du Sud.

Il a expliqué que pour lui, la lutte est toujours politique, mais pas partisane ; si les partis politiques ont un rôle important à jouer, les mouvements sociaux sont plus importants. Il a d'ailleurs renoncé à son adhésion à un parti politique pour se consacrer aux activités de la société civile.

Il a également souligné la nécessité d'une solidarité internationale avec les DDH en difficulté. Comme ils sont conscients du fait que leur travail en faveur des droits humains peut mener à l'emprisonnement, il est important qu'ils aient des perspectives après leur libération, car beaucoup d'entre eux se retrouvent après dans la rue. Cela peut

faire hésiter les gens à s'engager pour les droits humains, par souci de leurs responsabilités envers leurs familles.

Il existe aujourd'hui de nombreuses organisations de défense des droits humains au Niger, mais plusieurs ont été créées par le régime militaire pour faire contrepoids aux groupes critiques. L'organisation de Tchangari travaille avec les Nations unies, Amnesty International et d'autres organisations, qui lui apportent un grand soutien, tout comme ses organisations partenaires telles que SOS Faim. Ils ont un certain poids auprès du gouvernement car celui-ci réagit à la pression des organisations internationales. Ce soutien international a été d'une grande aide pour lui et ses collègues lorsqu'ils étaient incarcérés.

Lors de la **deuxième Breakfast Sessions**, la présidente de la **National Alliance of Women Human Rights Defenders**, Dr **Renu Adhikari**, partenaire d'AEIN, a présenté la situation des femmes défenseurs des droits humains (FDDH) au Népal. L'Alliance compte aujourd'hui quelque 21 mouvements de femmes et environ 6000 membres.

Au début de son travail avec les femmes dans le domaine du VIH et du trafic sexuel, Dr Renu s'est rendu compte que souvent les femmes travaillaient comme défenseurs des droits humains au niveau communautaire mais n'étaient pas reconnues comme telles. Elle a donc favorablement accueilli la Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme de 1998, qui donne une définition très large de «qui est un défenseur des droits de l'homme». Elle fait la distinction entre les défenseurs des droits humains et les salariés dans le domaine des droits humains. Les deux peuvent être des défenseurs, mais le fait d'être un salarié dans le domaine des droits humains ne fait pas de quelqu'un automatiquement un défenseur des droits humains. En effet, toute personne engagée dans la protection des droits humains est un défenseur des droits, quel que soit son lieu de travail.

En discutant des défis auxquels sont confrontées les FDDH, Dr Renu a souligné qu'en tant que femmes, elles sont



Dr. Renu Adhikari, chairperson of the National Alliance of Women Human Rights Defenders (partner organisation of Aide à l'enfance de l'Inde et Népal)

confrontées à des relations de pouvoir inégales à tous les niveaux, de la famille au gouvernement. Elles sont souvent critiquées parce qu'elles ne restent pas à la maison avec leurs enfants, et font l'objet de diffamation en raison de leur défense des droits sexuels et reproductifs des femmes.

Le soutien que son réseau apporte aux FDDH prend de nombreuses formes, du soutien financier à la simple invitation à prendre une tasse de thé, à discuter et à pleurer ensemble. Le soutien au

niveau personnel, le fait de faire partie d'un réseau d'entraide est tout aussi important que le financement.

Parce que leur travail diffère du travail de développement traditionnel, les défenseurs des droits humains éprouvent régulièrement des difficultés à demander des subventions aux donateurs. Son organisation, comme beaucoup d'autres, n'est pas enregistrée, car cela l'empêcherait de critiquer le gouvernement. Or, l'enregistrement officiel est normalement une exigence

pour les demandes de financement. Il est également difficile d'inclure les aspects «soft» du travail sur les droits humains dans les cadres logiques ou de répondre aux exigences de durabilité.

Heureusement, il existe des organisations très utiles proposant des financements flexibles, certaines étant capables de fournir des fonds dans les 24 heures. Peut-être qu'un système similaire, basé sur la confiance mutuelle, pourrait être envisagé au Luxembourg.

Interrogée sur la manière d'équilibrer le besoin de visibilité et de sécurité, Mme Renu a reconnu qu'il était difficile de répondre à cette question, mais qu'en général, plus une organisation est forte et connue, plus elle et ses membres sont en sécurité. Son organisation est très forte aujourd'hui, mais ce n'était pas le cas il y a 15 ans. Elle entretient de bonnes relations avec les médias, ce qui est également utile car le gouvernement est conscient de son influence.

Suite à ces deux contributions de défenseurs des droits humains et d'organisations de soutien locale, la **troisième et quatrième session** se sont concentrées sur la manière dont les organisations internationales peuvent aider à soutenir les DDH.

**Claire Ivers** de **Front Line Defenders** (FLD) a parlé de leur travail et de leur dernier rapport «Global Analysis». Front Line Defenders est basé à Dublin, avec un bureau européen à Bruxelles et du personnel régional dans le monde entier. Fondé en 2001 par Mary Lawlor, l'actuelle rapporteuse spéciale des Nations unies sur la situation des défenseurs des droits humains, FLD a développé un certain nombre de mesures pour soutenir les DDH en danger. L'organisation propose une ligne téléphonique ouverte 24 heures sur 24, grâce à laquelle les DDH en danger immédiat peuvent obtenir de l'aide, y compris une relocalisation temporaire si nécessaire, et des subventions pour couvrir les besoins pratiques en matière de sécurité. FLD propose également des formations sur les mesures de sécurité et de protection, avec un accent particulier sur la sécurité numérique, qui est devenue de plus en

plus importante ces dernières années, ainsi que des opportunités pour les DDH de se mettre en réseau. Sur le plan du plaidoyer, FLD s'engage très activement auprès des organismes internationaux pour mettre en lumière les problèmes des DDH et est le partenaire principal de ProtectDefenders.eu, le mécanisme européen de défense des droits humains qui œuvre à la protection des défenseurs en danger dans le monde entier.

Le respect de la sensibilité et de la sécurité des DDH est toujours une considération primordiale et aucune mesure n'est prise sans leur consentement. La nécessité de réponses flexibles et adaptées aux situations spécifiques, soulignée par Dr Renu comme étant l'un des besoins les plus importants des DDH, est également une préoccupation majeure.

FLD a expliqué les défis que représente la pandémie de COVID19 pour les DDH. Beaucoup sont morts du virus, étant particulièrement exposés au virus dans leur travail de première ligne dans les communautés - notamment en fournissant des informations sur la pandémie et des soins là où les gouvernements n'ont pas su le faire. La pandémie a souvent été utilisée par les gouvernements pour cibler les DDH : Les prisonniers ne recevaient pas de traitement médical lorsqu'ils tombaient malades et lorsque certains pays libéraient des prisonniers à cause du virus, les DDH n'étaient souvent pas inclus. En outre, de nombreux DDH qui ont dû passer au télétravail ont été exposés à des attaques numériques et à des menaces sur les réseaux sociaux, ce qui a entraîné un stress psychologique. Cela souligne l'importance des formations sur la sécurité numérique que FLD propose aux DDH.

Les tendances ultra-conservatrices dans de nombreux pays ont également entraîné une augmentation des attaques verbales et physiques contre les défenseurs, tout comme l'adoption de lois restrictives ces dernières années entravant les activités de la société civile, par exemple au Guatemala, à Hong Kong, en Inde, au Nicaragua et aux Philippines.

Mme Ivers a également évoqué le rôle important que les missions diplomatiques peuvent jouer pour aider les DDH. FLD est en contact régulier avec les délégations de l'UE dans le monde entier et les contacte lorsqu'une intervention pourrait être utile, l'impact potentiel étant à chaque fois évalué pour voir si l'intervention pourrait s'avérer contre-productive.

Les manifestations symboliques de soutien de la part des ambassades ou des organisations internationales peuvent également être utiles, par exemple en assistant à des procès ou en rendant visite à des prisonniers politiques. Elle a cité un cas où le personnel de l'Egyptian Initiative for Personal Rights a été libéré en Égypte en décembre 2020 après un tollé international, notamment une résolution du Parlement européen.

Pour la **dernière Breakfast Session**, Defenders.lu a invité **Suzan Goes**, la coordinatrice du projet **Shelter City**, à parler du travail de son organisation. Cette intervention était d'autant plus intéressante que le Ministère des Affaires Étrangères et Européennes envisage de rejoindre le dispositif.

L'initiative a été lancée en 2012 par l'organisation néerlandaise de défense des droits humains Justice and Peace Nederland, à la demande d'un réseau de DDH internationaux. Il existe désormais 12 villes refuges aux Pays-Bas, ainsi que des centres internationaux en Géorgie, en Tanzanie, au Costa Rica et au Bénin. Le projet offre aux DDH en danger la possibilité d'un séjour temporaire aux Pays-Bas pour travailler en sécurité, se reposer et, s'ils le souhaitent, parler de la situation dans leur pays et établir de nouveaux contacts avec des OSC ou des décideurs. Shelter City propose également des formations sur la sécurité psychologique.

Shelter City invite les DDH deux fois par an à postuler à des séjours temporaires et un comité de sélection, qui comprend des représentants du ministère des affaires étrangères, des OSC et d'autres personnes, évalue les candidatures. En

cas d'urgence, les DDH peuvent demander une aide rapide et non bureaucratique.

Interrogée sur leur expérience de travail avec le gouvernement néerlandais, Suzan Goes a répondu qu'elle était très constructive, comme c'est le cas avec les différentes communes impliquées. Le gouvernement s'étant engagé à long terme dans ce qui est pour lui un projet phare, cette bonne collaboration ne devrait pas être remise en cause en cas de changement de gouvernement. On s'inquiète davantage des changements au niveau des autorités locales si les futurs partenaires de la coalition exigent des réductions budgétaires.

## La voie à suivre

Ces Breakfast Sessions n'ont pas seulement donné un aperçu du travail et des défis des DDH qui ont participé et de ce que les organisations de la société civile font pour les soutenir, mais elles ont également initié une réflexion au sein du groupe sur ce qui pourrait être fait au Luxembourg pour soutenir davantage les DDH. Comprendre réellement les besoins des DDH est un premier pas important. Le message principal était l'importance de réponses flexibles et non bureaucratiques, tout en assurant la responsabilité de l'utilisation des fonds. En outre, la visibilité et la mise en réseau internationale peuvent sauver des vies, car elles servent de bouclier aux défenseurs des droits de l'homme.

Les conclusions des Breakfast Sessions seront utiles aux ONG luxembourgeoises qui cherchent à relever ce défi lors de futures discussions avec le MAEE.

### Notes / Références :

1 Les membres de ce groupe informel DEFENDERS sont AEIN \* Amnesty International Luxembourg \* ASTM \* Cercle de Coopération \* CPJPO \* FDH \* Les Amis du Tibet \* OGBL \* Partage \* SOS Faim

Alternative Espaces Citoyens: <https://www.sosfaim.lu/nos-actions/niger/alternative-espaces-citoyens/>

FDDH: <https://www.defendingwomen-defendingrights.org/about/the-whrd-movement/>

Front Line Defenders: <https://www.frontlinedefenders.org>

Shelter City: <https://sheltercity.nl>

Defenders: [www.defenders.lu](http://www.defenders.lu)

## Les cinq degrés du nexus sécuritaire / humanitaire



*D'après le texte original de Sebastian Weier "The five degrees of the securitarian/humanitarian nexus", Résumé par Antónia Ganeto pour Finkapé dans le cadre du groupe de travail « Migration / Développement » du Cercle des ONGD, traduction Laurène Dury*

Indéniablement, la notion d'humanitaire est à double tranchant. Elle représente, d'une part, les valeurs humanistes de la dignité et des droits humains, tout en reflétant, d'autre part, les manipulations de langage et de logique visant à justifier une politique de pouvoir brutale.

Si le public n'a globalement aucune difficulté à discerner ces deux aspects en s'opposant à la justification de l'action militaire comme intervention humanitaire (Yougoslavie, Irak, Libye, etc.), les choses sont moins évidentes lorsqu'il s'agit de l'assistance humanitaire et de l'aide au développement. Si celles-

ci comprennent des opérations (para) militaires (Casques bleus, Garde-côtes, etc.), elles sont communément perçues comme un engagement vertueux de la société civile (ONG, ASBL, etc.).

A cet égard, dans le domaine des migrations et du développement, nous allons définir les cinq degrés de ce que l'on appelle le « nexus sécuritaire/humanitaire ». Nous verrons que l'action humanitaire n'est pas seulement un outil de relations internationales charitables, mais qu'elle contribue aussi à traiter les territoires et les populations comme des humains à protéger, pour certains, ou à contrôler et rejeter, pour d'autres.

### 1) L'action anti-humanitaire

L'action anti-humanitaire représente le nexus sécuritaire/humanitaire sous sa forme la plus hostile. En d'autres termes, cette action utilise le dispositif sécuritaire comme machine de mort. Son essence peut se résumer dans le titre de The Guardian du 5 mai 2021 : « Les refoulements illégaux de l'UE ont causé la mort de 2 000 réfugiés ».

Au centre de ce vieux dispositif se trouvent des institutions étatiques militaires et paramilitaires soutenues par des gouvernements : l'OTAN, FRONTEX, les Garde-côtes et des milices privées en sont les plus importantes. Sa logique discursive consiste à nier, dissimuler et procéder à des acrobaties juridiques, surtout lorsqu'il s'agit de délimiter une région frontalière, de définir les règles et responsabilités qui s'y appliquent et de déterminer qui peut être au-dessus de ces règles.

Ainsi, l'action anti-humanitaire n'existe pas seulement à différents degrés pratiques (percuter un navire rempli de



© Daniel Schludi, Unsplash

migrants ou blesser physiquement les migrants aux passages de frontières), mais également dans la banalité d'un discours et d'une administration diaboliques : fournir les fonds nécessaires ; négocier des contrats pour privatiser ou externaliser la violence sécuritaire ; sous-traiter l'action anti-humanitaire à des entreprises privées et à des pays hors UE tels que la Turquie ou différents pays africains.

Cette action anti-humanitaire administrative (ou structurelle) facilite les exactions, détentions et expulsions de migrants dans des espaces de transition juridiques hybrides, dont la séparation des territoires nationaux et des régimes de droits humains dans lesquels ils se trouvent est rendue possible grâce à des questions de nationalité et de race.

La violence de l'action anti-humanitaire nécessite une extension néocoloniale de la frontière qui cherche à soumettre le hors-Europe et ses populations à l'intérêt apparent de l'Europe. Ici, se dévoile un premier exemple du nexus sécuritaire/humanitaire dans lequel ce qu'**Achille Mbembe** a nommé « nécropolitique » se fait passer pour une aide au développement directe et indirecte.

Au-delà des simples violences policières aux frontières, l'administration publique, la diplomatie et le gouvernement développent donc constamment un ensemble structurel mortel qui redéfinit en permanence les frontières, les territoires et les personnes à protéger ou desquelles se débarrasser.

## 2) L'obstruction et la criminalisation

Tandis que le premier degré du nexus sécuritaire/humanitaire décrit un ensemble d'actions niant avec succès les droits humains des migrants sur la base des droits sécuritaires affirmés des États et de leurs populations, le second degré représente un premier domaine de lutte entre les pôles sécuritaire et humanitaire.

Un cas exemplaire se trouve en région méditerranéenne avec la criminalisation des missions maritimes de recherche et de sauvetage (Sea-Watch, Ocean Viking, etc.). Soit la fermeture des ports aux bateaux transportant des migrants secourus et la persécution publique

de toute forme de solidarité envers les migrants.

Alors que le premier degré - l'action anti-humanitaire - tolère que les gens disparaissent, laissant parfois la mer les engloutir, ceci n'est pas le cas avec le second degré du nexus. Car la dimension sécuritaire est mobilisée pour la légitimer en faisant passer les migrants et ceux qui les aident pour des criminels. Tandis que le terme « migrants illégaux » communique l'idée d'une existence criminelle basée sur le simple fait d'une migration irrégulière, des accusations plus fortes sont aussi brandies, telle la traite des personnes, le terrorisme ou la création d'insécurités biologiques (propagation de pandémies, etc.)

## 3) La substitution

Le troisième degré du nexus est la substitution de l'humanitaire dans un but sécuritaire, au sens littéral (infrastructures, ressources) et figuré (description publique de l'action sécuritaire comme étant humanitaire).

Les camps de réfugiés et les centres d'accueil pour migrants, conçus pour contrôler la foule et limiter la mobilité, illustrent ces deux formes de substitution, souvent mises en place par l'État ou les acteurs supranationaux (ONU, etc.) et quadrillées par des acteurs du secteur public (police, armée, services postaux), semi-public (ONG) et privé (entreprises de sécurité, services de téléphonie mobile).

Un parfait exemple du remplacement de l'humanitaire par le sécuritaire est donné dans la description de l'armée comme une institution humanitaire, comme lorsque les Garde-côtes espagnols ou les Casques bleus de l'ONU sont représentés en « héros humanitaires », de par leur autorisation limitée à utiliser la force et leur « dévouement » à construire des sociétés au lieu de les détruire. A l'instar de ces soldats portant des sacs de sable pour lutter contre les inondations dans leur pays d'origine, le personnel (para) militaire des contextes humanitaires



© julie Ricard, Unsplash

est souvent dépeint comme une sorte d'expert civil logistique ou médical, et non comme l'incarnation de la violence d'État.

Un autre exemple est donné dans la présence des forces antiterroristes françaises en Afrique de l'ouest, souvent présentée comme un moyen de développer la région en assurant une stabilité socio-économique doublée d'une action humanitaire contre le nettoyage ethnique. Toutefois, elle s'inscrit dans la continuité de l'histoire coloniale et se concentre aussi, de manière frappante, dans les régions très importantes pour les industries françaises (exemple : les mines d'uranium au Mali et au Niger).

Dans ce troisième degré, on trouve également des stratégies d'aide au développement qui, en réalité, financent et développent les pays « donateurs ». Comment ? En distribuant des contrats et réallouant des fonds aux entreprises et organisations nationales qui agissent ensuite dans les pays « à développer » ; en utilisant l'aide au développement pour transformer l'excédent de matériels en symboles de solidarité internationale (tel l'exemple honteux de l'Union soviétique envoyant des chasse-neige en Guinée) ; ou en prenant le pouvoir sur des pays à l'aide d'un système de dettes internationales, de programmes d'ajustement structurel ou via les ONG, comme en Haïti.

*„Dans ce troisième degré, on trouve également des stratégies d'aide au développement qui, en réalité, financent et développent les pays « donateurs »“*

Envers cette dernière démarche de substitution, citons Frédéric Thomas : « Des 2,4 milliards de dollars rassemblés par l'ONU à la suite du séisme de 2010 en Haïti, les organisations non gouvernementales (locales) et le

gouvernement haïtien ne reçurent, de façon directe, qu'une part infime, respectivement 0,4% et 1% [...] les États du Nord finançant d'abord leurs projets à travers leurs ONG. [...] l'humanitaire tend à devenir le nom caché du politique : La politique institutionnelle ne dit plus son nom et emprunte cette voie, autrement plus séduisante et légitime, pour compenser son inaction ou, au contraire, pour catalyser son action. »

#### 4) La collaboration

Dans le quatrième degré du nexus sécuritaire/humanitaire, des informations sont collectées ou des actions entreprises pour diffuser les résultats à l'ensemble sécuritaire ou les intégrer à celui-ci.

Même si les activistes et employés du secteur humanitaire acceptent souvent leur dépendance (forcée) au dispositif sécuritaire à contre-cœur et cherchent à « protéger » les migrants de ce dispositif, la collaboration à travers le nexus peut englober la circulation du « personnel, savoir-faire et ressources ». Ce fut le cas, entre autres, pour les informations recueillies lors d'entretiens menés par la Croix-Rouge avec les Gardes-côtes des Canaries ou pour l'utilisation d'infrastructures humanitaires, comme l'usage d'un hélicoptère de Luxembourg Air Rescue pour surveiller la Méditerranée dans le cadre de missions de FRONTEX.

#### 5) La Fusion

Le cinquième degré du nexus sécuritaire/humanitaire marque l'endroit où l'aide humanitaire est directement utilisée à des fins sécuritaires. Cela peut être observé de différentes manières, comme par exemple, dans des discours sur l'aide au développement pour empêcher les migrations, l'évocation de « contrôles des migrations humanitaires ».

En résumé, il s'agit d'une aide au développement qui épouse toute action de réduction des facteurs d'attraction

des migrations. Cela comprend la violence sécuritaire, décrite comme humanitaire, pour empêcher les migrants de partir au large sur des bateaux dangereux ou d'étouffer à l'arrière de camions sur des autoroutes européennes. Mais cela comprend aussi les fonds et activités désignés comme de l'aide au développement dans le cadre de mesures « stabilisatrices » de sécurité (telle l'abjecte assistance américaine en Afghanistan, Israël et Jordanie, ou les larges sommes versées, directement ou indirectement, à l'armée égyptienne).

#### Conclusion

Cinq degrés du nexus sécuritaire/humanitaire ont été définis ci-dessus, allant d'une action anti-humanitaire directe et souvent mortelle à des politiques structurelles aux effets sécuritaires « indirects », menées à travers une aide au développement et une assistance humanitaire, souvent caractérisées par des mesures de « stabilisation » politiques, militaires et économiques.

Dans chaque cas évoqué, l'humanitaire et le sécuritaire sont entremêlés et non fortuits. Bien qu'il ne semble pas totalement faux de placer le projet de

*„il ne faut pas seulement chercher à identifier les transgressions individuelles contre les migrants, mais aussi travailler à comprendre comment les logiques racistes et militaires se répandent y compris dans une « assistance » offerte au nom de la solidarité internationale et des droits humains.“*

prestige le plus désintéressé, dirigé par un État, dans une stratégie générale d'accumulation de capital symbolique et de soft power, notre analyse ne cherche pas à suggérer que toute action humanitaire serait sécuritaire.

En résumé, nous préconisons d'étudier la relation entre migration et développement via la recherche d'un nexus sécuritaire/humanitaire par État et acteurs qu'il finance ; un nexus dont les modes de perception et d'action (re)produisent le racisme structurel sur lequel ils sont basés. Cela signifie qu'il ne faut pas seulement chercher à identifier les transgressions individuelles contre les migrants, mais aussi travailler à comprendre comment les logiques racistes et militaires se répandent y compris dans une « assistance » offerte au nom de la solidarité internationale et des droits humains.

Il reste certain que pour briser le nexus sécuritaire/humanitaire, il faut en finir avec ce qu'**Anne Hammerstad** a appelé la « sécurisation des migrations ». Si la sécurisation fait bien référence à la façon dont les « immigrés, demandeurs d'asile et réfugiés » sont représentés comme des « menaces à la cohésion communautaire », alors la désécurisation des migrations et la déconstruction de l'État-nation qui en dépend sont nécessaires à la destruction du nexus sécuritaire/humanitaire.

Même dans les contextes de micro-État comme le Luxembourg, un tel projet nécessite une analyse de l'implication nationaliste (matériaux, services, fonds, idéologie) à travers les cinq degrés du nexus. La critique succincte de toute logique d'État ou de capital, de violence et de racisme structurel, doit aussi impliquer la construction d'une action citoyenne. Basée sur de larges coalitions, celle-ci doit comprendre des analyses universitaires engagées

(borderline-Europe, bordermonitoring.eu, bordercriminologies, Afrique-Europe-interact) comme des groupes de solidarité active dont la composition interne neutralise les logiques nationales militaires de construction du communautaire et de sécurité.

L'engagement dans la désécurisation des migrations et la destruction des frontières en Europe doit donc être plus qu'une simple critique. Il faut développer et commencer à mettre en place des visions de convivialité radicalement différentes de celles de la Nation.



© Miko Guziuk, Unsplash

# The United Nations Food Systems Summit: Jeopardising the future of our food systems and the role of the UN system?



Julie Smit

In the November 2020 edition of the *brennpunkt*,<sup>1</sup> we reported about the concerns of civil society that so far the preparatory process for the UN Food Systems Summit scheduled for 2021 lacked transparency, inclusiveness and accountability mechanisms and was being dominated by the private sector. Various appeals from civil society for improvements made in early 2020 had been ignored by the Summit convenors. The Summit finally took place on 23 September 2021. This article looks at how the preparation process continued, the outcomes of the Summit in the light of increased corporate capture of the UN and the threat it poses to global governance.

Civil society's misgivings with regard to the Summit were confirmed as preparations continued during 2021. They were shared by two former UN Special Rapporteurs on the Right to Food and the current mandate holder, Michael Fakhri, who issued a joint statement in March 2020 expressing their disappointment and frustration with the way in which the Summit was being prepared. It had only been after a year of persuasion on their part that the human right to food had been included and while some concessions had been made in response to the criticisms raised the largely cosmetic modifications would not have a meaningful impact. Referring to the fact that the rules of engagement had been determined by the private sector and a few scientific experts, the UN Special Rapporteurs compared the situation of those wanting to present different or

diverging ideas to that of someone being invited to come to a meal where "the table is already set, the seating plan non-negotiable, the menu highly limited".<sup>2</sup>

One clear sign that the Summit was not intended by the organisers to be a genuinely inclusive process was the sidelining of the Committee on World Food Security (CFS), which was only added to the Summit's Advisory Committee in November 2020, after the preparatory process had already been underway for a year. The CFS plays a unique and inclusive role as the principal space in which governments, civil society, international organisations and the private sector meet to develop global food policy and has a strong commitment to the human rights-based approach. Civil society is able to dialogue directly with governments and hold them to account at the CFS through the Civil Society and Indigenous Peoples' Mechanism (CSM). The work of the CFS is supported by a High Level Panel of Experts (HLPE) that provides in-depth, evidence-based reports that form the basis for the CFS policy discussions.

In their attempt to put the Summit on track to make it what it claimed to be, a genuine "People's Summit", the Special Rapporteurs' joint statement pointed out that some radical changes would be needed. In particular, human rights and the key role of agroecology in the transformation of food systems would have to be at the centre of all aspects of the Summit and the CFS designated as the place where the Summit outcomes would be discussed and implemented.

## Civil society rejects the Summit

By this time, hundreds of civil society organisations had abandoned any hope that the Food Summit could become a forum to represent those most affected by hunger and malnutrition, despite its claim to be a "People's Forum" that would launch "bold new actions to achieve the Sustainable Development Goals by 2030".<sup>3</sup> It was becoming increasingly clear to them that corporate interests continued to dominate the Summit and the solutions gaining traction there were a clear threat to the livelihoods of smallholder farmers, peasants, and Indigenous Peoples, who were not being meaningfully consulted in the Food Summit process.

*„De Schutter and his colleagues felt that the Summit organisers had failed to address the serious concerns they had raised; there had been no substantial improvements on questions of governance and the Summit continued to be dominated by the private sector and a few scientific experts.“*

Civil society support rapidly began to crumble. Many major civil society groups, including the International Peasants' Movement La Via Campesina and the CSM, therefore decided to boycott the UN Summit and to organise counter events, which mobilised thousands during the UN Pre-Summit that was held in Rome in July 2021. It was also at this point that the International Panel of Experts on Sustainable Food Systems



(IPES), which is co-chaired by Olivier De Schutter, the former Special Rapporteur on the Right to Food and current Special Rapporteur on Extreme Poverty and Human Rights, announced its intention to withdraw from the Summit.<sup>4</sup> After months of active participation in the preparatory process, De Schutter and his colleagues felt that the Summit organisers had failed to address the serious concerns they had raised; there had been no substantial improvements on questions of governance and the Summit continued to be dominated by the private sector and a few scientific experts. Furthermore, the Summit's "multi-stakeholder approach", while giving the impression of inclusiveness, in fact meant that influential and well-resourced groups could form coalitions

giving them much stronger chances of advancing their proposals.

Among the various civil society counter initiatives set up was the Global People's Summit (GPS) led by the People's Coalition on Food Sovereignty (PCFS), of which ASTM's partner organisation MASIPAG is a member. In the months leading up to the Summit, the GPS held a series of decentralised consultations and dialogues in which thousands of landless farmers, agricultural workers, indigenous peoples, fisherfolk, rural women, youth, people living in occupied areas or under sanctions in Africa, Asia, Latin America and West Asia-North Africa. MASIPAG played an active role in the organisation of the GPS and in the civil society consultations held in the Philippines in the run-up to the UN Summit. The GPS culminated in a three-day Summit at which over one hundred organisations signed a "People's

Declaration" and agreed on action plans based on the information gained during the decentralised activities over the past year.<sup>5</sup>

### **Assessing the outcome of the Food Systems Summit**

For civil society organisations and the UN human rights experts, the UN Food Systems Summit was a failure and a missed opportunity to address the root causes of the food crisis and the impact of the COVID 19 pandemic on food systems or to provide suggestions for genuine systemic change. In their assessment, the UN rights experts did not mince words: "The world's food systems currently violate human

rights, exacerbate inequalities, threaten biodiversity, and contribute to climate change. A root cause of these problems is the fact that transnational corporations have increasingly dominated food systems for the past 60 years.”<sup>6</sup> For them, what is needed is a human rights-based approach to food systems that addresses key issues such as land rights, access to water and the question of the privatisation of seeds and that allows people to hold corporations accountable for the negative impact of their actions. This approach was lacking at the Summit.

In a narrow, one-sided approach, the solutions being showcased at the Summit were largely technological innovations such as food fortification and so-called “climate-smart agriculture”, which promote industrial monocultures and serve to facilitate the introduction of a new generation of genetically modified crops, as well as digital and technologically advanced innovations. Agroecology on the other hand was side-lined, despite the fact that the UN’s Food and Agriculture Organisation itself recognises the key role that agroecology plays in achieving the Sustainable Development Goals and has taken a series of initiatives to scale it up.<sup>7</sup>

## Setting the stage for the further corporate takeover of food policy

Aside from being a lost opportunity for developing steps toward a genuine transition of food systems based on the right to food, the UN Food Systems Summit process also revealed how the private sector is increasing its influence at the UN. The strategic partnership announced in June 2019 between the UN and the World Economic Forum, which played an influential role from the outset, the sidelining of the CFS and its High Level Panel of Experts in the preparation of the Summit along with the FAO’s plans to formalize a partnership with CropLife International, the global

trade association that represents the largest agrichemical, pesticide and seed companies, are all warning signs that point to the private sector’s strategy to increase its influence on policy and political decision-making in the field of food, nutrition and agriculture.

This is set to continue beyond the Summit with the creation of new bodies to be put in charge of the follow-up, once again sidelining the CFS and HLPE. The Special Rapporteur on the right to food, Michael Fakhri, had advised against this in a policy brief published a month before the Summit, recommending that the existing UN bodies should be responsible for the follow-up and that the Summit outcomes should be discussed in the CFS on the basis of a human rights framework. He suggested a number of questions to be addressed, including “How do the outcomes identify the root cause of the crisis and hold corporations and other actors accountable for human rights violations?”<sup>8</sup>

However, disregarding this recommendation, UN Secretary General Guterres in his Statement of Action at the Summit on 23 September announced the creation of a “coordination hub” to be led by the FAO, IFAD and World Food Program, which would work with partners, including civil society and business actors, to support the follow-up process. The formation of a new Science Policy Interface was also announced, which it is widely feared will place purely scientific, technological solutions above agroecology, traditional knowledge and social innovation and undermine the existing HLPE, which takes a broad approach that includes the voices of all food system actors.

His decision was heavily criticized by civil society organisations. According to the People’s Autonomous Response to the Food Summit initiated by the Civil Society Mechanism that mobilised hundreds of civil society groups, “such a ‘coordination hub’ would encroach into the functions of the Committee on World Food Security and the most innovative Science Policy Interface in this field, the HLPE.”<sup>9</sup> The Group also pointed out that the UN Secretary General has no mandate to

establish follow-up mechanisms for the Summit.

The German NGO Weltagrarbericht.de or Global Agriculture has already called on the German government to oppose the funding and extension of the mandate of the parallel structures established during the Food Systems Summit and support the strengthening of the CFS.

For civil society, perhaps the most positive outcome is that the Summit and the discussions around it have led to an increased interest in the issue of food systems and the forging of new alliances to push back against the increasing influence of the corporate sector at the UN and over our food systems. This political campaigning and advocacy work needs to draw on the experience of the millions of small-scale farmers and emerging alternative food initiatives the world over that have shown that sustainable and just food systems are possible. It is they, and not the fossil-fuel dependent food systems of the agribusiness corporations, that have the potential to overcome the global food crisis.

### Notes

- 1 <https://www.brennpunkt.lu/en/world-food-systems-at-the-crossroads/>
- 2 <http://www.ipsnews.net/2021/03/un-food-systems-summit-not-respond-urgency-reform/>
- 3 <https://www.un.org/en/food-systems-summit/about>
- 4 [http://www.ipes-food.org/\\_img/upload/files/UNFSS%20Withdrawal%20Statement.pdf](http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/UNFSS%20Withdrawal%20Statement.pdf)

# Le droit aux semences, une avancée essentielle



**Frank Adams, Michèle Perrin-Taillat, Colin Robertson, Marine Lefebvre, membres du Comité des Ami(e)s de la Déclaration des Droits des Paysans au Luxembourg (ADDP)**

## Troisième article de la série autour de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (DDP)

**A** lors qu'ils ont depuis toujours cultivé une grande diversité de variétés, sélectionnant année après année les graines de leur récolte pour ressemer l'année suivante, les paysans ont acquis une expertise empirique fondamentale. Pourtant, à partir des années 1950, des « variétés modernes » ont été développées suivant des techniques scientifiques qui ont ouvert la voie de la « Révolution verte ». Si les résultats en termes d'amélioration des rendements ont d'abord été impressionnants, permettant aux communautés d'en accepter les effets négatifs, les inconvénients ont pesé de plus en plus lourds au fil des années : d'une part ces nouvelles variétés ont impliqué un apport considérable d'engrais artificiels, occasionnant des coûts parfois exorbitants pour les paysans les plus précaires, d'autre part, les pestes et les nuisibles ont entraîné l'usage massifs d'insecticides et herbicides dont les effets néfastes sur la santé de la terre et du vivant sont désormais incontestés.

*„Selon la FAO, environ 75 % des variétés cultivées anciennes dans le monde avaient disparu à la fin du siècle dernier“*

Selon la FAO, environ 75 % des variétés cultivées anciennes dans le monde avaient disparu à la fin du siècle dernier.<sup>1</sup> Or, la biodiversité cultivée, issue d'une sélection paysanne depuis le début de l'agriculture jusqu'à aujourd'hui, s'exprime dans une dimension tant spatiale (nombre de variétés cultivées dans les différentes régions du monde) que temporelle (évolution et adaptation continue des variétés à travers les cycles de reproduction on farm) et adopte une approche holistique : les semences paysannes évoluent dans leurs écosystèmes. Cette évolution a résulté des savoirs et savoir-faire semenciers artisanaux qui se perdent ensuite avec l'hégémonie des semences industrielles.

C'est précisément pour contrer la dépossession des paysans de leur outil de travail de base que la reconnaissance du droit aux semences énoncé par l'article 19 de la DDP est fondamental : garantir le droit de déterminer les semences qu'ils et elles veulent planter et de rejeter celles qu'ils et elles considèrent comme dangereuses économiquement, écologiquement et culturellement constituent des avancées majeures.

Le CETIM, fondation basée à Genève qui a participé à tout le processus de négociation devant les Nations unies en appui au mouvement paysan international, explique les enjeux qui sont au cœur de l'article 19 : « Les paysan-nes disposent également d'une liberté de

choix quant au mode de culture, ce qui inclut la possibilité de rejeter le mode industriel, ainsi que le choix des technologies employées. Celui-ci doit être guidé par le principe de protection de l'environnement et de la biodiversité et adapté aux réalités des paysan-nes. L'article 19 redonne toute sa place au travail des semences par les paysan-nes. Il est issu de plusieurs normes préexistantes en droit international et rédigé de manière plus large pour tenir compte des besoins et de la réalité des paysan-nes. On peut considérer que ce droit a deux fonctions : (re)donner aux paysan-nes le contrôle de leurs semences et affirmer leur rôle dans les décisions politiques sur la question. Autrement dit, ce droit permet aux paysan-nes de renforcer leur autonomie face aux STN<sup>2</sup> ; autonomie indispensable pour vivre dans la dignité et nourrir l'humanité avec une alimentation saine. Tous les aspects du travail et du contrôle des semences sont traités dans les paragraphes 1.d, 2 et 5. Les droits découlant de ces dispositions replacent les semences au cœur de l'activité paysanne ».<sup>3</sup>

## Le rôle des États

Dans ce dispositif, les États ont un rôle fondamental pour veiller à ce que les paysans «participent activement à la définition des priorités et à la conduite de la recherche-développement, compte tenu de leur expérience» (§ 7), mais aussi (§ 1. d) le droit de conserver, d'utiliser, d'échanger et de vendre des semences de ferme ou du matériel de multiplication. Le 8 ajoute que les États veillent «à ce que les politiques concernant les semences, les lois relatives à la protection des obtentions végétales et les autres lois concernant la propriété intellectuelle, les systèmes de certification et les lois sur la commercialisation des semences respectent et prennent en compte les droits, les besoins et les réalités des paysans».

L'article 19 constitue une clé de voûte de l'avancée apportée par la DDP mais pour bien la comprendre, il faut revenir sur le fonctionnement actuel du régime

semencier. Les politiques concernant les semences, la protection des obtentions végétales, la propriété intellectuelle, les systèmes de certification et de commercialisation des semences sont techniques et compliqués. Ces règles fixent l'obligation, lors de la création d'une nouvelle variété de plante, et avant sa commercialisation, l'obtention d'un Certificat d'obtention végétale (COV). Pour ce faire la variété se doit d'être :

- distincte des variétés existantes,
- homogène,
- et stable (c'est-à-dire reproductible à l'identique).

Ces trois critères, connus sous le terme de critères DHS, conditionnent l'obtention du COV. S'ils ont le mérite de garantir la qualité des semences, ils sont toutefois un obstacle à la diversité cultivée s'ils sont appliqués de manière exclusive. De fait, la terminologie relative aux plantes qui figure dans la législation internationale actuelle ne reflète en rien les besoins vitaux des paysans mais plutôt ceux du développement

industriel : il s'agit en effet de stimuler l'innovation et de protéger les droits de ceux qui créent, produisent et commercialisent de nouvelles variétés en s'appuyant entre autres sur le concept de « droits d'auteur » pour renforcer cette protection. À l'origine le droit d'auteur avait pour but de protéger les inventeurs de divers objets ou procédés techniques, mais de plus en plus il a été étendu au domaine biologique, y compris à la structure génétique des plantes et animaux, ce qui met en danger les droits des paysans de s'utiliser leurs semences traditionnelles.

### Le poids des législations commerciales

La confiscation des semences traditionnelles pour les besoins de la mondialisation des échanges résulte non seulement d'une exigence d'homogénéité, mais aussi de législations commerciales internationales :

- Avec le Traité UPOV (Union pour la protection des obtentions végétales) qui date de 1961, COV (Certificat d'obtention végétale) et critères DHS sont garantis dans le but de protéger les droits de l'obteneur (la personne physique ou morale qui crée une nouvelle variété) ;

- Avec la Convention UPOV de 1991 émergent les brevets sur le vivant.

- A partir de 1995, l'accord ADPIC de l'OMC<sup>4</sup> oblige les États parties à reconnaître les droits de propriété intellectuelle sur les variétés de plantes, essentiellement en suivant les règles définies par l'UPOV ;

L'UPOV 1991 et l'ADPIC mettent à mal les économies paysannes des pays du Sud. C'est pourquoi la FAO<sup>5</sup> a tenté de reprendre la main en faisant émerger le TIRPAA (Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture) adopté en 2001 et entré en vigueur en 2004. Le TIRPAA reconnaît (§ 9.2b)) aux agriculteurs 'le droit de participer équitablement au partage des avantages découlant de l'utilisation



© SOS Faim, Niger, 2017

### Attention à la sémantique !

Partout, même dans le TIRPAA et dans la Déclaration des paysans, il est question de «ressources phylogénétiques». Or la notion de gène ou de séquence génétique est totalement étrangère au monde paysan. Elle atomise les plantes comme collections de gènes qui deviennent des «ressources phylogénétiques». Ce terme s'est imposé à l'humanité alors que la notion de gène n'est pas pertinente pour l'agriculture paysanne. Alors que les biotechnologies voient dans les plantes des objets dont on peut détacher des gènes pour reproduire à l'identique un caractère convoité, le savoir-faire artisanal et paysan voit en elles des populations d'individus tous un peu différents qui évoluent dans leur milieu sous la main attentive et l'œil vigilant de la personne qui les cultive et sait sélectionner les graines des individus les plus prometteurs pour la récolte suivante. L'idée qu'une plante puisse faire l'objet de droit de propriété est un non-sens puisque par nature les plantes évoluent constamment.

L'on distingue ainsi deux approches, l'une génétique et atomiste, l'autre écosystémique et holistique. Elles ne sont nullement antagonistes, mais complémentaires, chacune appréhendant la réalité biologique à un niveau différent, et elles peuvent s'enrichir mutuellement, par exemple avec des études sur l'épigénèse et la recherche participative. Ce qui est regrettable, c'est que les intérêts financiers et commerciaux aient instrumentalisé la génétique, brandissant une législation puissante armée de Droits de propriété intellectuelle qui prive en particulier agriculteurs et paysans du droit aux semences qui leur échoit tout en détruisant la biodiversité. On peut se demander donc comment l'article 19 de la Déclaration sera utilisée dans ce débat... ?

des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture'.

Il empêche aussi les bénéficiaires des ressources phylogénétiques de revendiquer tout droit de propriété intellectuelle sur ces ressources (§ 12.3 d).

Le TIRPAA est contraignant pour les États parties, mais dans la réalité les droits de propriété intellectuelle prolifèrent, et le Système multilatéral d'accès et de partage des avantages profite avant tout aux entreprises semencières qui accèdent aux ressources phylogénétiques, alors que les Pays du Sud et les paysans n'obtiennent pas la concrétisation des bénéfices promis en échange. Les textes actuels régissant le paiement des bénéfices sont complexes, et les propositions d'amendement à apporter au Traité le sont encore davantage.

### Promouvoir les Systèmes Semenciers Paysans (SSP)

Face à cette complexité tant juridique que technique, les droits détaillés par l'article 19 de la DDP présentent l'avantage de transformer les règles du jeu et de sortir de la logique d'appropriation privée dominante. En outre, le § 8 de la DDP donne obligation aux États de revoir toute la législation en la matière et de modifier leur réglementation pour que les pratiques paysannes redeviennent légales : tous les systèmes internationaux de propriété intellectuelle, de certification et autres, ne peuvent plus s'imposer aux paysan·nes au détriment de leurs besoins et de la biodiversité ! Cette avancée majeure va de pair avec l'obligation faite aux États de protéger et de favoriser « l'utilisation des semences paysannes et l'agrobiodiversité ». Les États devraient donc promouvoir des politiques d'aide à la mise en place et à la pérennisation des SSP qui étaient dominants avant l'avènement du commerce des semences par de grandes entreprises privées. Profondément mis à mal ces dernières décennies par la

libéralisation des marchés agricoles, sous la pression des politiques néolibérales au profit de l'agrobusiness, les SSP constituent un champ d'intervention important pour la mise en œuvre effective de la DDP. C'est ainsi que les Amis de la DDP au Luxembourg apportent leur soutien à deux initiatives nouvelles qui cherchent à redonner aux semences locales une place reconnue dans le système alimentaire. D'un côté, grâce à la coopération entre les associations SEED et CELL, un réseau de semences citoyennes des jardins communautaires a été initié en 2020. De l'autre côté, le projet «De la Graine à l'Assiette», mené par le Lycée Technique Agricole et SEED dans le cadre du projet Interreg IMAGINE cherche à créer une filière «100% local» en produisant des semences locales pour les maraîchers luxembourgeois.

Des initiatives comme celles-ci à Luxembourg ou d'autres ont toute leur raison d'être aussi bien dans les pays à forte majorité rurale que dans les pays industrialisés, dès lors que les acteurs poursuivent la restauration de systèmes alimentaires durables et équitables, guidés par la réalisation de la souveraineté alimentaire.

*„L'objectif des SSP est multiple : promotion des semences paysannes de qualité, sécurisation de la place des semences paysannes vis à vis des semences industrielles importées ou des semences nationales de variétés améliorées en particulier.“*

L'objectif des SSP est multiple : promotion des semences paysannes de qualité, sécurisation de la place des semences paysannes vis à vis des semences industrielles importées ou des semences nationales de variétés



© SOS Faim, Burkina Faso, 2012

améliorées en particulier. Dans le monde, de nouvelles structures apparaissent dans le but de conserver, réinitialiser, consolider et développer des SSP : qu'il s'agisse de coopératives paysannes, ou d'interventions de la part d'associations et de fondations internationales, ou de soutiens étatiques, c'est l'intérêt commun qui est en jeu. Dans tous les cas, des approches multi-acteurs sont toujours à favoriser ; les exemples de bonnes pratiques ne manquent pas : ce sont des collections

vivantes de semences, des structures d'approvisionnement pour les paysans, des centres de formation, de recherche, de sélection végétale participative. Pour sauvegarder la diversité génétique évolutive de nos plantes alimentaires ainsi que la souveraineté semencière des paysans, les SSP sont indispensables dès aujourd'hui.

La privatisation des semences au profit de grandes entreprises industrielles et commerciales a dépossédé les paysan-nes

d'un travail intrinsèquement lié à leur raison d'être. Pire, cela a en plus amené un appauvrissement de la diversité cultivée, des écosystèmes, et de notre alimentation.

Désormais, toutes les normes et les politiques qui empêchent les paysan-nes d'utiliser et de faire circuler leurs semences sont à présent en contradiction avec l'article 19. Tout ce qui concerne le travail des semences par les paysan-nes, directement pour leur usage et celui de leur communauté, est maintenant un droit qui leur est reconnu. Ce qui auparavant était une évidence, avant d'être accaparé et interdit au profit d'entreprises semencières de plus en plus gigantesques, revient à nouveau aux paysan-nes.

Toutefois, pour faire entrer les progrès du droit dans la réalité quotidienne, les sociétés civiles doivent apporter leur appui aux mouvements paysans afin d'obtenir un engagement concret de la part des États, et de faire en sorte que ceux-ci respectent et accompagnent l'autonomie des paysan-nes en matière de semences, notamment en mettant en conformité avec l'article 19 de la Déclaration leur droit national, et en poussant à une réforme des accords internationaux auxquels ils participent.

**Notes / Références :**

1 FAO, 1999b, cité in FAO, 2004, What is Happening to Agrobiodiversity?. Building on Gender, Agrobiodiversity and Local Knowledge. Part 2. Consultable en ligne à l'adresse <http://www.fao.org/3/y5609e/y5609e02.htm#bm2>

2 STN: Société transnationale

3 Fiche-DDP\_n°3-Semences-A4.pdf (cetim.ch)

4 Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce.

5 Food and Agriculture Organization of the United Nations

Lire les autres articles de la série :

Article 1 „Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales“ : <https://www.brennpunkt.lu/article/declaration-des-nations-unies-sur-les-droits-des-paysans-et-des-autres-personnes-travaillant-dans-les-zones-rurales/>

Article 2 „En devenant des « organisations de revendications », les Organisations paysannes ont ouvert la voie à la Déclaration des droits des paysan-nes“ : <https://www.brennpunkt.lu/article/en-devenant-des-organisations-de-revendications-les-organisations-paysannes-ont-ouvert-la-voie-a-la-declaration-des-droits-des-paysan-nes/>

## Coin CITIM



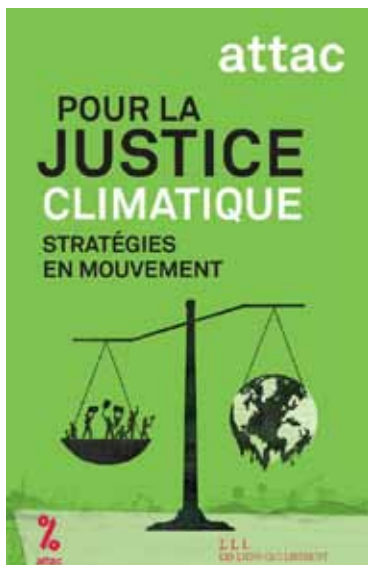
Anne Müller

### Pour la justice climatique - Stratégies en mouvement

De nombreux mouvements ont vu le jour pour tenter d'apporter des réponses à cette crise mondiale, environnementale et sociale. De l'évolution de ces mobilisations protéiformes peuvent être tirés des enseignements pour accompagner le développement d'une véritable justice climatique libérée des forces politiques dominantes dont l'(in) action devient toujours plus criminelle.

Pour faire advenir plus qu'une transition saupoudrée de vert, il faut valoriser le foisonnement et la diversité des initiatives, construire un ensemble de mobilisations qui articulent résistances, non-coopération et construction d'alternatives. Une société basée sur l'égalité, la justice sociale et climatique peut, et doit, voir le jour, à condition d'être portée par un mouvement collectif, qui cultive l'engagement, la solidarité et le soin.

Vincent Gay & Nicolas Haeringer,  
2021, 192 p.



### Die Erde der Zukunft

Menschen haben die Erde in den Klimakollaps gestürzt, und Menschen werden sie auch wieder aus dem Dreck ziehen. Eric Holthaus, Meteorologe und Wissenschaftsjournalist, berichtet seit Jahren über Überschwemmungen, Hurrikans, Dürren ... und auch er weiß: Weltweit ist das Wetter aus den Fugen geraten, die Extreme nehmen zu. Eine Klima-Apokalypse scheint unausweichlich.

Doch Resignation, Ignoranz oder Zynismus sind für Holthaus keine Option. Stattdessen nimmt er uns mit in das Jahr 2050 und skizziert, wie es uns in drei Jahrzehnten gelungen sein könnte, den totalen Kollaps unserer Ökosysteme abzuwenden. Denn der erste Schritt zum Wandel, ist die Vorstellung, dass er möglich ist.

Ein Buch, das radikal zu Ende denkt, was die Politik derzeit versäumt.

Eric Holthaus, HarperCollins, 2021, 272 S.



### How are we going to explain this? - Our Future on a Hot Earth

If climate change is the biggest threat humanity has ever faced, then why are we doing so little? Will the corona pandemic make it worse or better? And where do we go from here?

Drawing on the latest climate science, Jelmer Mommers helps you find hope in the midst of the climate crisis. He describes how we got here, what possible futures await us, and how you can help to truly make a difference.

Jelmer Mommers, Profile Books,  
2020, 216 pp.





